

Le phénomène des groupes armés au Nord-Kivu a fait l'objet de plusieurs études par rapport à leur localisation, à leurs mobiles et à l'impact de leur présence sur les populations locales. Contrairement à la narrative dominante qui tend à expliquer la violence armée par la présence des ressources minières, la présente étude analyse les diverses autres ressources locales, justificatives à la fois de leur longévité et de leur développement. Les groupes armés sont en effet intégrés dans les circuits économiques locaux liant les milieux ruraux, d'où ils opèrent, aux centres urbains, qui sont pour eux une véritable opportunité de marchés lucratifs. Aussi, génèrent-ils des ressources financières importantes pour leur pérennisation, d'une part, et pour l'enrichissement ceux qui les entretiennent, d'autre part.

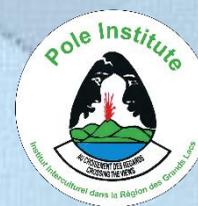
Cette étude va porter sur deux groupes, les FDLR et le NDC-Rénové. Ceux-ci sont de loin les plus actifs actuellement au Nord-Kivu et présentent par ailleurs un double intérêt. D'une part, les FDLR, groupe armé transfrontalier d'origine rwandaise et resté depuis près de vingt ans l'objet des stratégies diplomatiques et militaires régionales, n'ont jamais faibli ; leur capacité de nuisance est restée intacte à l'est de la RDC. D'autre part, le NDC-R, groupe congolais issu de la scission du NDC qui sévissait dans le territoire de Walikale et dirigé par le Général Guidon Shimwiray Mwissa, a sérieusement élargi l'espace sous son contrôle, d'un côté en combattant certains groupes, et en faisant d'autres des alliés, de l'autre.

Les deux groupes offrent également l'intérêt de varier de perspectives géographiques. Les FDLR sont plus opérationnelles dans les territoires de Rutshuru, de Nyiragongo et centrent leur activisme économique dans les aires protégées (Parc National de Virunga et Domaine de Chasse de Rutshuru). Le NDC-R est, quant à lui, présent dans les territoires de Lubero et de Masisi où il impose diverses taxes sur la mobilité des biens et des personnes mais aussi dans le Walikale où il est très actif dans les circuits d'exploitation artisanale des minerais. Depuis quelques mois, ce mouvement a étendu sa zone d'influence dans certaines parties du territoire de Rutshuru, notamment dans le groupement de Bwito, d'où il prétend chasser les FDLR et tous les autres groupes étrangers. Cette extension territoriale du NDC-R correspond évidemment à l'extension de ses sources des revenus, notamment à travers l'imposition de diverses taxes aux nouvelles communautés sous son contrôle.

Brot
für die Welt



Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I, Ville de Goma / Nord-Kivu
B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda) Tél.: (00243) 99 28 44 352
Web site: www.pole-institute.org E-mail : poleinst@pole-institute.org, poleinst@free.fr



Pole Institute
Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs

Dossier

Financement des groupes armés à l'Est de la RD Congo, fondement d'une économie criminelle

Financement des groupes armés à l'Est de la RD Congo, fondement d'une économie criminelle Le cas de la province du Nord-Kivu



Une étude de Pole Institute

Les Éditions de Pole Institute



Pole Institute

Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs

Financement des groupes armés à l'Est de la RD Congo, fondement d'une économie criminelle.

Le cas de la province du Nord-Kivu

Une étude de Pole Institute

Dossier

POLE INSTITUTE

Pole Institute est un Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs.

Son siège est basé à Goma, à l'Est de la RDC. Il est né du défi que s'est imposé un groupe de personnes du Nord et du Sud-Kivu (RDC) de croiser leurs regards dans un contexte de crise émaillé de beaucoup d'événements malheureux, caractérisé par des cycles de violences, de pauvreté, de mauvaise gouvernance, et d'insécurité.

En conséquence, **Pole Institute** se veut un espace de :

- analyse et recherche autour des grands défis locaux et leurs implications nationales, régionales et internationales (pauvreté exacerbée, violences sociales, fractures ethniques, absence de repères, culture de l'impunité, etc.) ;
- analyse et renforcement des stratégies de survie des populations dans un contexte de guerre et de crise prolongée ;
- analyse des économies de guerre pour dégager des pistes de renforcement des populations locales et de leurs activités économiques ;
- recherche-action-lobbying en partenariat avec des organismes locaux, régionaux et internationaux.

Finalité et but :

Faire évoluer des sociétés dignes et non exclusives dans lesquelles agissent des personnes et des peuples libres en vue de contribuer à :

- la construction d'une SOCIÉTÉ dans laquelle chacun trouve sa place et redécouvre l'autre par le développement d'une culture de négociation permanente et l'identification des valeurs positives communes ;
- la formation d'un type nouveau de PERSONNE indépendante d'esprit enracinée dans son identité tout en étant ouverte au monde.

Politique :

- Initier, développer, renforcer et vulgariser les idées avant-gardistes en matière de paix, de reconstruction et de cohabitation des populations vivant en zones de crise.
- Initier l'émergence d'une culture de négociation (contre une culture de la mort) basée sur les intérêts des uns et des autres.

Dossier

Editeur responsable : Pole Institute
Directeur de publication : Nene Morisho Mwana Biningo
Rédacteur en chef : Nene Morisho Mwana Biningo

Comité de rédaction : - Nene Morisho Mwana Biningo
- Jean-Pierre Kabirigi
- Innocent Mpoze
- Joël Baraka
- Aloys Tegera

Pole Institute
Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I
Ville de Goma / Nord-Kivu
B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)
Tél.: (00243) 99 28 44 352
Web site: www.pole-institute.org
E-mail : poleinst@pole-institute.org, poleinst@free.fr

© Les Éditions de Pole Institute, 2022

ISBN : 978-2-493862-02-0 N° de Dépôt légal : 3.02203-57106

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous les pays

Auteurs

Nene Morisho

Mumbere E. Lubula

Onesphore Sematumba

Axel Barengeke

Paul Senzira

Table des matières

Sigles et abreviations	5
Résumé exécutif.....	7
I. Introduction.....	9
II. Démarches méthodologiques de collecte et d'analyse des données.....	11
2.1. Collecte des données	11
2.1.1. La revue documentaire.....	11
2.1.2. Entretiens semi-directifs.....	12
2.1.3. Focus Group de Discussion	15
2.2. Analyse des données.....	15
2.3. Difficultés rencontrées.....	17
III. Résultats obtenus	19
3.1. Les FDLR, une épine dans l'économie du Nord-Kivu.....	19
3.1.1. Bref aperçu historique sur les FDLR	19
3.1.2. Insuffisance d'énergie électrique dans les ménages, cause de l'exploitation de la BRAISE PAR les FDLR.....	20
3.1.3. Les piliers de l'empire économique des FDLR.....	21
3.1.3.1. La déforestation du Parc National des Virunga	22
3.1.3.2. Le braconnage.....	28
3.1.3.3. La levée des redevances sur les exploitations agricoles et le transport	30
3.2. Le Nduma Defence of Congo-Renonvé, une puissance économique en plein essor	33
3.2.1. Genèse du Nduma Defence of Congo (NDC-R) et zone d'influence.....	33
3.2.2. Sources locales de financement du NDC-R.....	34
3.2.2.1. Commerce des vivres et autres produits manufacturés.....	35
3.2.2.2. Le trafic d'or.....	36
3.2.2.3. Exploitation du bois	37
3.2.2.4. La pression fiscale dans la zone conquise.....	39
Conclusion	49
Bibliographie.....	53
Annexes	55
Annexe 1 : Guide D'interview Utilisé Pour La Récolte Des Données Dans Les Zones Sous Contrôle Des NDC-R.....	55
Annexe 2 : Guide d'entretien utilisé pour la récolte des données sur l'implication des FDLR dans l'économie DE RUTSHURU et Nyiragongo	57
Annexe 3 : Tableau 4 frais payés aux FDLR et groupes armes concurrents pour accès à la terre et après récolte, par groupement.....	58

Sigles et abréviations

AAP	: Aide et Action pour la Paix
AFDL	: Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre
APCLS	: Alliance des Patriotes Pour un Congo Libre
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
CMC	: Coalition des Mouvements pour le Changement
CNDP	: Congrès National pour la Défense du Peuple
CNKI	: Comité National du Kivu
CNR	: Commission Nationale pour les Réfugiés
FAR	: Forces Armées Rwandaises
FC	: Franc Congolais
FDLR	: Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda
HP	: Hewlett Packard
ICC N	: Institut Congolais pour la Conservation de la Nature
JTN	: Jardin Théicole de Ngeri
M23	: Mouvement du 23 Mars
MW	: Méga Watt
NDC	: Nduma Defense of Congo
NDC-R	: Nduma Defense of Congo- Rénové
OCHA	: Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs)
ONGD	: Organisations Non Gouvernementales de développement
PNVI	: Parc National des Virunga
RDC	: République Démocratique du Congo
SARL	: Société anonyme à responsabilité limitée
SNEL	: Société Nationale d'Électricité
SOCODEE	: Société Congolaise de Distribution d'Eau et d'Électricité
STAREC	: Programme de Stabilisation et Reconstruction de l'Est de la RDC
TRIPAIX	: Tribunal de Paix
UPDI	: Union des Patriotes pour la Défense des Innocents
USD	: United States Dollar

Résumé exécutif

- Prenant appui sur le NDC-R et les FDLR très opérationnels dans la patrie méridionale du Nord-Kivu, cette étude analyse les sources de financement des groupes armés dans cette province. Les données ont été collectées par entretien principalement auprès de 81 personnes-clés réparties sur 22 villages sélectionnés dans les Territoires de Walikale, Masisi, Rutshuru, Nyirangongo et dans le Sud Lubero, considérés comme bastions des FDLR et du NDC-R. Deux groupes de discussions focalisés ont été organisés dans deux quartiers de Goma.
- Les données chiffrées ont été recueillies auprès des individus très impliqués dans la vie économique avec les membres des groupes armés en cause dans cette étude, ou auprès des membres des groupes armés eux-mêmes.
- Les données ont été analysées par analyse du contenu et les montants obtenus relèvent des approximations réalisées sur la base des témoignages obtenus.
- De par les résultats obtenus, il est constaté que ces groupes armés manipulent des importantes sommes provenant des diverses sources. Pour les FDR très actifs dans le Territoires de Rutshuru et Nyiragongo, la principale source de financement demeure la production du charbon de bois et sa commercialisation dans les bourgades et villes environnant le Parc national des Virunga. Leur activisme a des graves conséquences sur la conservation des écosystèmes naturels et sur la sécurité des personnes et de leurs biens.
- S'agissant du NDC-R actif dans le Territoire de Walikale, le Masisi et le Sud-Lubero, ils se focalisent par contre dans l'exploitation et la commercialisation des matières précieuses plus particulièrement l'or. En effet, les quantités d'or accumulées par ce groupe sont vendues dans les marchés informels ou échangées avec des munitions auprès des divers partenaires intéressés. En plus de l'or, le NDC-R vit également d'autres sources des financements issus de la vente des jetons aux paisibles citoyens, la cession de l'exclusivité du commerce des produits manufacturés dans les différents carrés miniers, les amendes dans le règlement des différends entre les membres de communauté, l'exploitation du bois (planches), etc.

I. Introduction

Depuis le 24 janvier 2019, Félix Tshisekedi a prêté serment en tant que cinquième président de la République démocratique du Congo post-indépendance, à la suite des élections controversées mais qui ont permis une transition pacifique du pouvoir. Parmi les défis hérités des différents régimes qui se sont succédés depuis la chute du Maréchal Mobutu en 1997, celui de la sécurisation et de la stabilité des provinces de l'est du pays revêt une importance cruciale. Cette zone frontalière a connu tour à tour des violences interethniques, des rébellions parfois impliquant des armées des pays voisins et des groupes armés, résidus tenaces des logiques de prédation et d'accès au pouvoir par la force des armes. L'est de la RDC comptait 132 groupes armés actifs en 2017 dont 72 dans la province du Nord-Kivu¹.

Le phénomène des groupes armés au Nord-Kivu a fait l'objet de plusieurs études par rapport à leur localisation, à leurs mobiles et à l'impact de leur présence sur les populations locales². Contrairement à la narrative dominante qui tend à expliquer la violence armée par la présence des ressources minières, la présente étude analyse les diverses autres ressources locales, justificatives à la fois de leur longévité et de leur développement. Les groupes armés sont en effet intégrés dans les circuits économiques locaux liant les milieux ruraux, d'où ils opèrent, aux centres urbains, qui sont pour eux une véritable opportunité de marchés lucratifs. Aussi, génèrent-ils des ressources financières importantes pour leur pérennisation, d'une part, et pour l'enrichissement de ceux qui les entretiennent, d'autre part.

Cette étude va porter sur deux groupes, les FDLR et le NDC-Rénové. Ceux-ci sont de loin les plus actifs actuellement au Nord-Kivu et présentent par ailleurs un double intérêt. D'une part, les FDLR, groupe armé transfrontalier d'origine rwandaise et resté depuis près de vingt ans l'objet des stratégies diplomatiques

¹ Jeune Afrique, « RD Congo : qui sont les groupes armés qui sévissent au Nord-Kivu ? », 27 mars 2017

² POLE INSTITUTE, « La Conférence de Goma et la question des FDLR au Nord et au Sud-Kivu » (Regards croisés n°8, mars 2008)

et militaires régionales, n'ont jamais faibli ; leur capacité de nuisance est restée intacte à l'est de la RDC. D'autre part, le NDC-R, groupe congolais issu de la scission du NDC qui sévissait dans le territoire de Walikale et dirigé par le Général Guidon Shimwiray Mwissa, a sérieusement élargi l'espace sous son contrôle, d'un côté en combattant certains groupes³, et en faisant d'autres⁴ des alliés, de l'autre.

Les deux groupes offrent également l'intérêt de varier de perspectives géographiques. Les FDLR sont plus opérationnelles dans les territoires de Rutshuru et de Nyiragongo et centrent leur activisme économique dans les aires protégées (Parc National de Virunga et Domaine de Chasse de Rutshuru). Le NDC-R est, quant à lui, présent dans les territoires de Lubero et de Masisi où il impose diverses taxes sur la mobilité des biens et des personnes mais aussi dans le Walikale où il est très actif dans les circuits d'exploitation artisanale des minerais. Depuis quelques mois, ce mouvement a étendu sa zone d'influence sur certaines parties du territoire de Rutshuru, notamment dans le groupement de Bwito, d'où il prétend chasser les FDLR et tous les autres groupes étrangers. Cette extension territoriale du NDC-R correspond évidemment à l'extension de ses sources des revenus, notamment à travers l'imposition de diverses taxes aux nouvelles communautés sous son contrôle.

³ C'est notamment les FDLR et les Nyatura

⁴ C'est le cas de diverses factions Mai-Mai

II. Démarches méthodologiques de collecte et d'analyse des données

Cette étude est le résultat d'une recherche menée dans les zones sous influence des groupes armés locaux et étrangers de la province du Nord-Kivu et procède principalement par la démarche qualitative. Cette section présente d'une part, les techniques de collecte des données, et celles d'analyse des données, d'autre part.

2.1. Collecte des données

Trois techniques ont concouru à la collecte des données, la revue documentaire, les entrevues et le Focus Group de Discussion.

2.1.1. La revue documentaire

La problématique des groupes armés dans la Province du Nord-Kivu fait l'objet d'une abondante littérature. Celle-ci est particulièrement centrée sur la dynamique des groupes armés étrangers et locaux à l'Est de la RDC. Cette littérature inclut des rapports publiés ainsi que des ouvrages inédits, généralement classés comme littérature grise⁵. Selon la source, cette littérature peut être classée en trois principales catégories, à savoir :

- Des Rapports de POLE INSTITUTE ;
- Des rapports des Nations Unies (Rapports de la MONUSCO et Haut-commissariat des Nations Unies) ;
- Des rapports des organisations humanitaires ou de défense des droits humains et autres organisations de la société civile (Alert International et Pole Institute, SFCG, CEPAP, etc), qui dressent les analyses contextuelles, présentent des initiatives sur le terrain et formulent des recommandations pour l'avenir.

Avant de descendre sur le terrain pour récolter des informations sur les réalités actuelles de l'offre et la demande de la braise à Goma, nous avons parcouru

⁵ Pole Institute, *Construire la paix à partir de la base : leçons tirées de l'expérience « Masisi avec tribus mais sans tribalisme »*, Pole Institute, Décembre 2015, p. 8.

des rapports des services étatiques de l'environnement et de l'économie et des chercheurs relatifs à la consommation de ce bien très utile par les ménages de cette ville. Toutes ces sources concluent à l'insuffisance de l'offre d'énergie sur le marché de Goma.

Les données des services étatiques ne sont pas actualisées. Muhindo Kambumbu (2010) mentionne l'insuffisance de l'énergie électrique fournie par la Société Nationale d'Électricité à partir de la centrale hydroélectrique de la Ruzizi à Bukavu. Dans son étude de faisabilité d'une centrale électrique à gaz méthane en vue de l'alimentation des installations de la REGIDESO/Goma, il estime à 23 MW le besoin en énergie électrique de la ville de Goma pendant que celle-ci ne reçoit même pas la moitié sur les 5 Mégawatts à lui fournir⁶.

2.1.2. Entretien semi-directifs

En plus des données documentaires, des données de terrain ont été collectées dans les zones ciblées sur la base d'un guide d'entrevues présenté à l'annexe 1 de la présente étude.

A cet égard, les régions de Kitshanga (précisément à Kitshnga et Mweso) et de Pinga (Kilembe et Pinga centre) dans le territoire de Masisi et Walikale, d'une part, et les territoires de Nyiragongo et de Rutshuru, d'autre part, ont été visités. Le choix de ces entités est motivé par le fait qu'elles sont, en partie ou en totalité, sous le contrôle des groupes armés ciblés par cette étude, d'une part, et par les conditions d'accessibilité, d'autre part. En effet, alors que le NDC-R est très remarquable dans les régions de Kitshanga et de Pinga, l'activisme des FDLR est plutôt ressenti dans les territoires de Nyiragongo et de Rutshuru, et plus particulièrement dans les aires protégées du Parc National des Virunga.

Les entrevues ont été réalisées soit directement dans le milieu de vie de l'enquêté, soit indirectement par téléphone selon que la zone à visiter est

⁶ E. MUHINDO KAMBUMBU, Etude de faisabilité d'une centrale électrique à gaz méthane en vue d'alimenter les installations, production d'eau potable de la REGIDESO/Centre de Goma, Mémoire de Maitrise spéciale en Ingénierie, de l'Eau et de l'Environnement, Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement, Ouagadougou, 2010.

réputée accessible ou inaccessible pendant la période d'enquête⁷. Les entrevues individuelles directes ont été menées pendant 13 jours sur le terrain alors que les entretiens téléphoniques avec des personnes-ressources ont duré 1 mois⁸ entre novembre et décembre 2019.

Le guide d'interview (Annexe n°1) est constitué de 18 questions pour les parties prenantes de la composante NDC-R. S'agissant de l'axe FDLR, nous avons subdivisé notre questionnaire en 4 parties distinctes :

- Questions adressées aux paysans redevables ;
- Questions adressées aux intermédiaires commerciaux impliqués dans la vente de la braise du Parc National de Virunga ;
- Questions posées aux transporteurs de la braise ;
- Questions posées aux ménages consommateurs de Kyeshero et Himbi à Goma.

Il convient de noter que nous avons utilisé deux questionnaires différents étant donné que les deux groupes armés dont il est question n'ont pas les mêmes intérêts ni les mêmes sources de financement.

Les personnes interviewées ont été sélectionnées selon deux critères majeurs. D'une part, l'importance de leur relation avec les groupes armés ciblés a permis de rencontrer soit des acteurs directs (membres des GA) soit des acteurs indirects qui sont généralement des victimes de ces groupes armés. D'autre part, la notoriété de la personne dans la zone ciblée, en ceci qu'elle fait valoir une forte présomption de détention d'informations sur les groupes armés prévalant dans la zone. Globalement, les personnes interviewées sont des membres du NDC-R eux-mêmes⁹, des acteurs de la société civile, des commerçants locaux, des notables locaux et les membres des confessions religieuses contactés à Pinga (Pinga centre et Kalembe) et à Kitshanga (Kitshanga et Mweso).

⁷ L'inaccessibilité était justifiée par : l'insécurité et l'impraticabilité de la route.

⁸ L'inaccessibilité de ces zones a été justifiée par le fait qu'il s'agit des zones enclavées et caractérisées par une insécurité grandissante mais aussi les difficultés d'ordre humain et financier ne nous ont pas permis d'y arriver.

⁹ Nous n'avons pas pu entrer en contact direct avec les FDLR à cause des contraintes de sécurité et d'accès.

En ce qui concerne les activités économiques réalisées par les FDLR, les informations ont été collectées sur base d'un guide d'entretien (voir annexe) auprès des ménages et des revendeurs de la braise au cours de la période allant du 10 au 23 novembre 2019 dans les villages de Rusayo et Muja, dans le Territoire de Nyiragongo, et le quartier Mugunga, dans la ville de Goma. D'autres informateurs-clés ont été contactés par téléphones étant donné l'inaccessibilité de leurs milieux de vie au moment de la collecte des données. Le tableau 1 ci-après présente la répartition des personnes visitées par village et par moyen de contact.

Tableau 1. Répartition des personnes interrogées par village

	Moyen de contact Village/quartier	Face-à-face	Téléphone	Total
Territoire de Masisi	Kitshanga	6	0	6
	Kashuga	2	0	2
	Mweso	5	0	5
	Entrée JTN	2	0	2
	Kalembe	3	0	3
Sous-total		18	0	18
Territoire de Walikale	Pinga	8		8
	Peti	5		5
	Buleusa	0	2	2
	Luvungi	0	2	2
	Kibua	0	1	1
Sous-total		13	5	18
	Kisharu	4	0	4
	Kiwanja	4	0	4
	Tongo	5	0	5
	Kiseguro		3	3
	Nyarukwangara	3	0	3
	Buvunga	0	3	3
	Singa	0	3	3
	Butare	0	2	2
	Biluma	3	0	3
Sous-total		19	11	30
	Muja	5	0	5
Territoire Nyiragongo	Rusayo	5	0	5
	Kibumba	5	0	5
Sous-total		15	0	15
Total		65	16	81

Les personnes interviewées sont constituées des éléments des groupes armés ciblés, des dépendants des groupes armés, des notables et des acteurs de la

société civile des villages ciblés. Tel que dit ci-haut, les données ont été collectées auprès de 81 personnes directement ou par téléphone pour des raisons ci-haut évoquées. S'agissant du choix des sites, cela a été motivé par l'accessibilité et les conditions sécuritaires ; mais pour le cas du Territoire de Nyaragongo, le choix de sites a été plus motivé par la proximité (ou le point d'entrée) avec le parc national des Virunga, site dans lequel s'opère l'exploitation illégale de bois.

Par rapport aux informations et à leur exactitude, l'absence des données statistiques fiables pose problème pour certaines affirmations. Une étude sur un thème aussi sensible que l'examen des sources de financement des groupes armés ne peut être menée que dans la discrétion, du moins pour certaines questions sensibles touchant directement au secret de ces groupes armés qui n'ont ni statistiques ni archives accessibles. L'impératif de la sécurité des chercheurs a également réduit sensiblement leur mobilité sur le terrain pour toucher du doigt certaines réalités parfois racontées par téléphone.

Il faudra noter également que nous nous sommes entretenus avec des membres de ménages des quartiers Kyeshero et Himbi en vue d'estimer la quantité moyenne de charbon de bois consommé par ménage le mois. Les informations auprès des ménages ont été complétées par d'autres que nous avons recueillies auprès des revendeurs de la braise. En fait, nous avons été en contact avec des intermédiaires revendeurs de la braise de Rusayo et Muja, dans le Territoire de Nyiragongo, et de Mugunga, dans la ville de Goma du 10 au 23 novembre 2019.

2.1.3. Focus Group de Discussion

Comme dit ci-haut, pour avoir une idée sur la demande de braise à Goma, deux FGD ont été organisés, l'un à Kyeshero dans la ville de Goma et un autre à Muja. Les FGD de Goma réunissaient 10 vendeurs en raison de 5 du quartier Himbi et 5 du quartier Kyeshero.

2.2. Analyse des données

Pour rappel, l'analyse de contenu des données qualitatives est un ensemble d'instruments méthodologiques de plus en plus raffinés et en constante amélioration s'appliquant à des « discours » extrêmement diversifiés et fondé sur la déduction ainsi que l'inférence. Il s'agit d'un effort d'interprétation qui

se balance entre deux pôles, d'une part, la rigueur de l'objectivité, et, d'autre part, la fécondité de la subjectivité (Bardin, 1977).

Les différentes questions du guide d'interview ont été dépouillées autour de trois phases chronologiques : la pré analyse, l'exploitation du matériel ainsi que le traitement des résultats obtenus. Les données y afférentes ont été de plusieurs natures, ce qui nous a poussé à synthétiser les idées et les produire de manière claire et nette pour faciliter la compréhension de leur contenu. Les guides d'interview sont constitués de 18 questions pour la question de NDC-R et 15 questions pour les FDLR.

L'analyse n'étant pas facile à sortir une seule version des avis divergents, nous nous sommes servis des réponses redondantes et répétées par plus d'une personne là où il se posait des doutes et nous nous sommes servis également des informations évidentes telles qu'observées sur terrain.

Nous avons aussi privilégié les informations fournies par des personnes détenant un niveau d'étude acceptable ou une expérience et une ancienneté dans la zone d'étude au détriment des informations fournies par des personnes nouvellement installées dans les milieux.

Dans l'ensemble, nous avons évalué le gain estimatif des groupes armés sous étude. Pour le NDC-R, le gain a été obtenu en multipliant la taxe concernée par les personnes redevables ou la fréquence ; le chiffre ainsi obtenu était par la suite multiplié par 12 pour avoir le chiffre d'affaires annuel. C'est le cas par exemple du Jeton qui est supposé être payé par 150000 personnes dans la zone sous contrôle¹⁰ et qui se paye à 1000FC par personne par mois. Le même raisonnement a été d'application pour les autres types de taxes collectées par le NDC-R.

Pour la partie contrôlée par les FDLR, les informations collectées proviennent de plusieurs sources. En effet, les taxes imposées aux paysans nous ont été signalées par ces derniers à l'occasion des entretiens avec les personnes interrogées. Une descente a été organisée dans différents groupements du territoire de Rutshuru afin d'obtenir des informations sur les taxes payées aux

¹⁰ Il s'agit des estimations d'un acteur de la société civile de Pinga contacté pendant les enquêtes

groupes armés dont les FDLR. Les paysans dont il est question sont ainsi ceux des chefferies du territoire de Rutshuru qui payent des taxes pour l'accès à leurs champs et des rentes pour l'exploitation des terres contrôlées par des groupes armés. Un guide d'entretien a été utilisé en vue d'obtenir les informations sur les taxes payées aux groupes armés pour l'accès aux terres et le type de redevance payée par les paysans en vue de négocier leur survie avec les membres de ces groupes armés.

Les informations relatives aux revenus perçus par les FDLR ont été obtenues à partir des entretiens avec des intermédiaires commerciaux revendeurs de la braise produite par les FDLR dans le Parc National de Virunga et les transporteurs de ces produits. Nous avons pris par exemple le nombre de sacs produits par jour multiplié par le montant payé par sac. Le Chiffre obtenu était ensuite multiplié par 30 pour avoir le montant mensuel et ce dernier par 12 pour avoir le chiffre d'affaires annuel. Comme pour le cas du NDC-R, le même raisonnement s'applique sur les autres sources de revenu des FDLR évaluées dans cette étude.

2.3. Difficultés rencontrées

Par rapport aux informations et à leur exactitude, l'absence des données statistiques fiables pose problème pour certaines affirmations. Une étude sur un thème aussi sensible que l'examen des sources de financement des groupes armés ne peut être menée que dans la discrétion, du moins pour certaines questions sensibles touchant directement au secret de ces groupes armés qui n'ont ni statistiques ni archives accessibles. L'impératif de la sécurité des chercheurs a également réduit sensiblement leur mobilité sur le terrain pour toucher du doigt certaines réalités. Néanmoins, cette étude a pu trouver de solution sur base des mesures d'atténuation utilisées pour chaque difficulté rencontrée. Les difficultés ainsi que les mesures d'atténuation y afférentes se trouvent dans le tableau ci-après.

Tableau 2. Difficultés rencontrées et mesures d'atténuation

Difficultés rencontrées	Appréciation du niveau de la difficulté et de son impact	Mesures d'atténuation
Insécurité dans les zones de collecte des données et impraticabilité des routes	Probabilité : élevée Impact résiduel : élevé	- Faire des appels téléphoniques ; - Interviews directes avec des notables les jours de marché dans les grands centres comme Pinga, kitshanga, Kisharo et Kibumba centre pour profiter de leur présence
Moyens financiers insuffisants	Probabilité : moyenne Impact : Elevé	Réduction du nombre des personnes à interroger et des villages à visiter

III. Résultats obtenus

Cette section présente les résultats de l'étude. A cet effet, elle montre d'abord comment les FDLR sont devenus une épine pour l'économie de la province du Nord-Kivu, et ensuite, dans quelle mesure le NDC-R a économiquement prospéré dans la zone sous son contrôle.

3.1. Les FDLR, une épine dans l'économie du Nord-Kivu

Cette partie de l'étude examine l'implication de ce groupe armé dans l'économie agricole et énergétique des territoires de Nyiragongo et de Rutshuru. Elle cherche à dégager les revenus perçus par les FDLR dans la production de la braise dans le parc National des Virunga, l'imposition des taxes aux paysans pour l'accès aux terres à cultiver et la perception des taxes sur le transport dans ces deux territoires. Les résultats permettent de disposer des informations sur les ressources financières que les FDLR perçoivent dans ces territoires. L'étude ne cherche pas à savoir comment les FDLR répartissent et affectent ces moyens.

Au reste, les FDLR sont une conséquence de l'accueil des réfugiés rwandais en RDC. Il est dès lors judicieux d'en présenter préalablement l'historique, avant de démontrer comment elles se sont érigées un véritable empire économique dans les forêts du Kivu.

3.1.1. *Bref aperçu historique sur les FDLR*

La destruction par l'AFDL des camps des réfugiés hutus rwandais à l'Est de la RDC en 1996, avait produit l'effet d'un gros coup de pied dans une fourmilière. Les réfugiés qui n'étaient pas rentrés au Rwanda s'étaient tout simplement enfouï dans le dédale des terres et des forêts congolaises d'où, depuis lors, ils ne sont plus véritablement sortis. Les FDLR, principal mouvement politico-militaire censé représenter et protéger les intérêts de ces derniers, s'étaient tout autant fondues dans les Kivu.

A leur apogée vers la fin de la première décennie du 21^{ème} siècle, elles contrôlaient un territoire plus vaste que leur patrie rwandaise (Johnson, Schindwein, Schmolze, 2016). Lors de la guerre de 1998, elles ont été déterminantes, aux côtés d'autres alliés du président Laurent-Désiré Kabila,

pour le salut du régime de ce dernier alors menacé par des rebelles soutenus par la coalition ougando-rwandaise, qui l'avait pourtant installé à Kinshasa. Cette prouesse leur a conféré un statut presque spécial, à la limite des mercenaires utiles. Comme tels, ils pouvaient cohabiter et collaborer avec les FARDC et les autres groupes d'auto-défense comme les Maï Maï, sans interférence des uns sur les territoires des autres.

Depuis lors, la donne a changé. Les développements diplomatiques régionaux, la normalisation des relations bilatérales entre le Rwanda et la RDC ainsi que la perte des procès par leurs leaders qui avaient pignon sur rue en Europe, autant de facteurs qui ont sonné le glas des FDLR comme « rebelles sympathiques ». Des querelles internes ont fini par les émietter ; et, en conséquence, diverses factions, réparties en groupuscules mobiles en lutte pour la survie, en sont nées.

Dans le territoire de Rutshuru, les FDLR sont encore présentes dans plusieurs localités de la chefferie de Bwito et dans les groupements de Binza, Bukoma et Busanza de la chefferie de Bwisha. On en rencontre aussi dans certaines localités des groupements de Kisigari et Rugari. Dans le territoire de Nyiragongo, ces rebelles ont investi le parc national des Virunga, d'où ils font parfois des incursions nocturnes dans la ville de Goma où ils sont soupçonnés de participer à la poussée du banditisme urbain.

Comme dit dans la partie méthodologique, les informations relatives aux revenus perçus par les FDLR dans la production de la braise ont été obtenues à partir des entretiens avec des intermédiaires commerciaux revendeurs de la braise produite par les FDLR dans le Parc National de Virunga et les transporteurs de ces produits.

3.1.2. Insuffisance d'énergie électrique dans les ménages, cause de l'exploitation de la BRAISE PAR les FDLR

Les entreprises concurrentes à la SNEL, notamment les sociétés Virunga SARL et SOCODEE n'ont pas encore satisfait la demande leur adressée. L'observation montre que la population de la ville de Goma consomme du charbon de bois comme principale source d'énergie.

Plusieurs informations sont fournies sur la consommation de la braise à Goma. En effet, un rapport du Fonds Mondial pour la Nature soutient que la ville de Goma consomme jusqu'à 150000 tonnes de charbon de bois chaque

année. Ce chiffre alarmiste est atténué par d'autres provenant des ONG qui situent cette consommation entre 60000 et 90000 tonnes l'année¹¹.

Balolebwami (2018), visant à évaluer la valeur totale du Parc National des Virunga en RD Congo renseigne que l'offre totale du charbon de bois à Goma est de 3940 sacs par jour en 2015 dont 72 % de cette quantité étaient entrés par Mugunga, 26 % par Munigi, 1 % provenait du Rwanda et 0,5 % de Kalehe. Dans l'ensemble, 95 % provenaient du Parc National des Virunga, soit une quantité de 68255 tonnes l'année¹². L'auteur reste conscient que ce chiffre sous-estime la quantité offerte par le Parc National des Virunga à cause de la présence des rebelles du M23 lors de ses enquêtes.

Pour avoir des informations supplémentaires et comme cela a été dit dans la partie consacrée à la méthodologie, nous nous sommes entretenus avec des membres de ménages des quartiers Kyeshero et Himbi en vue d'estimer la quantité moyenne de charbon de bois consommée par ménage le mois.

Un entretien avec les intermédiaires de Mugunga (guide d'interview) nous a permis de comprendre comment un chargement est réparti. En partant du prix d'un sac de braise payé par le consommateur final et des montants perçus par différents agents économiques intervenant dans la commercialisation de ce bien, il nous a été possible d'estimer les gains perçus par les FDLR dans cette activité.

3.1.3. Les piliers de l'empire économique des FDLR

L'empire économique des FDLR est fondé sur trois piliers, à savoir :

- La déforestation du Parc ;
- Le braconnage ;
- La levée des redevances sur les exploitations agricoles et le transport.

¹¹ Chiffres repris en ligne par la Voix de l'Amérique : URL : <https://www.voaafrique.com>, Des entrepreneurs locaux préservent la nature dans le Nord-Kivu, consulté le 10 décembre 2019 et Fonds Mondial pour la Nature : URL : <https://wwf>, Le charbon de bois durable contribue à réduire le commerce illicite et à préserver le Parc des Virunga, consulté le 10 décembre 2019.

¹² 1 sac = 50 Kg

3.1.3.1. La déforestation du Parc National des Virunga

Depuis quelques temps, le PNVi subit une destruction du fait de la carbonisation dont les principaux auteurs seraient les FDLR. Du fait des pressions incessantes que ce groupe a subi dans le Sud-Kivu et l'Ouest de la Province du Nord-Kivu¹³, ce groupe armé étranger a perdu beaucoup de ses positions et ses principales sources de revenu pour se réfugier dans le parc. Cette activité destructrice procède par deux facteurs majeurs. D'un côté, comme stratégie de survie des FDLR, c'est un moyen de combler le manque à gagner qu'elles subissent pour avoir perdu le contrôle d'autres sources des revenus, notamment les minerais et les riches terres agricoles d'où elles avaient été chassées par la pression des FARDC et des autres groupes armés. De l'autre côté, il s'observe sur le marché local des sources d'énergie, une importante insuffisance de l'offre. En effet, Nous évaluons tout d'abord l'offre de charbon de bois à Goma, avant d'en déterminer le produit de vente.

1° Offre de charbon de bois

L'importance du besoin en énergie dans la ville de Goma est le facteur central de l'offre de charbon de bois. En effet, Muhindo-Kambumbu estime à 23 MW le besoin en énergie électrique de la ville de Goma. Pourtant, cette ville ne reçoit même pas la moitié des 5 MW qu'elle devrait recevoir du barrage hydroélectrique de la Ruzizi¹⁴. En outre, les entreprises concurrentes à la SNEL, notamment les sociétés Virunga SARL et SOCODEE n'ont pas encore satisfait la demande leur adressée. En conséquence, la population de la ville de Goma consomme essentiellement du charbon de bois comme principale source d'énergie.

A cet effet, un rapport du Fonds Mondial pour la Nature soutient que la ville de Goma consomme jusqu'à 150000 tonnes de charbon de bois chaque année.

¹³ Ces pressions venaient des autres groupes armés locaux notamment les Rai Mutomboki, le NDC de Ntabo Ntaberi Sheka, le Kifuafua, etc.

¹⁴ E., MUHINDO KAMBUMBU, Etude de faisabilité d'une centrale électrique à gaz méthane en vue d'alimenter les installations, production d'eau potable de la REGIDESO/Centre de Goma, Mémoire de Maitrise spéciale en Ingénierie, de l'Eau et de l'Environnement, Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement, Ouagadougou, 2010.

Ce chiffre alarmiste est atténué par d'autres ONG notamment le WWF, qui situent cette consommation entre 60000 et 90000 tonnes l'année¹⁵. Aussi relatives que soient ces quantités, suggèrent que l'offre de charbon est dynamique à Goma.

L'entretien avec les intermédiaires nous a permis d'estimer l'offre de la braise à Goma. Ces intermédiaires nous ont signalé que cette offre s'est accrue après 2015 avec le rétablissement du contrôle des FARDC sur le tronçon Goma-Rutshuru et la relative situation de quiétude des FDLR dans les foyers de production de la braise ci-haut présentés.

Les grossistes d'un point d'entrée du parc situé à Rusayo près de Goma, en contact avec les producteurs ont mentionné que ce marché recevait en moyenne 45 sacs par jour entre 2014 et 2017. Actuellement, ce point reçoit facilement 50 sacs par jour, soit une hausse de 11 %. Au point de Muja, la situation s'est aussi améliorée. Les grossistes rencontrés en FGD ont estimé que leur marché reçoit facilement plus de 60 sacs par jour alors que l'offre était réduite en 2014 suite aux conflits observés antérieurement entre les FARDC et des rebelles de M23 notamment. Par ailleurs, les résultats d'enquêtes effectuées par Balolebwami (2018)¹⁶ en 2014 et 2015 indiquent que l'offre totale du charbon de bois était de 3940 sacs par jour¹⁷. Dans l'ensemble, 95 % provenaient du Parc National des Virunga, soit une quantité de 68255 tonnes l'année¹⁸

¹⁵ Chiffres repris en ligne par la Voix de l'Amérique : URL : <https://www.voiafrique.com>, Des entrepreneurs locaux préservent la nature dans le Nord-Kivu, consulté le 10 décembre 2019 et Fonds Mondial pour la Nature : URL : <https://wwf>, Le charbon de bois durable contribue à réduire le commerce illicite et à préserver le Parc des Virunga, consulté le 10 décembre 2019.

¹⁶ De toutes les informations obtenues, celles fournies par cet auteur sont très riches et crédibles compte tenu de la rigueur dont il fait montre dans la collecte et le traitement des données. L'auteur reste cependant conscient de la sous-estimation de la quantité fournie par le Parc National des Virunga à cause de la présence des rebelles du M23 dans certaines zones lors de l'enquête

¹⁷ 72 % de cette quantité étaient entrés par Mugunga, 26 % par Munigi, 1 % provenait du Rwanda et 0,5 % de Kalehe

¹⁸ 1 Sac = 50 Kg

Cette augmentation de l'offre est aussi signalée par des intermédiaires commerciaux rencontrés à Kalengera et Tongo nous ont dit que : « les FDLR livrent des quantités de plus en plus importantes de la braise depuis l'amélioration de leurs relations avec des membres des FARDC », entretien avec un représentant des intermédiaires de Tongo. Des informations obtenues auprès d'un membre du personnel d'un centre de santé de la Zone de Santé de Rutshuru où les FDLR se font régulièrement soignés, confirment ce propos. Au regard de ces renseignements des divers acteurs, il est important d'évaluer dans quelle mesure l'offre de la braise a augmenté.

Les informations collectées aux dépôts des points d'entrée de Mugunga et Munigi du 10 au 23 novembre 2019 nous ont permis de chiffrer à près de 4373 sacs par jour, soit 218,65 tonnes le jour ou 79870,25 tonnes l'année¹⁹. Il convient de relever que les principaux foyers de production du charbon de bois par les FDLR se trouvent dans le Secteur Nyamulagira, à Kahunga et Nyamitwitwi, nous a renseigné un habitant rencontré à Kiwanja. En effet, les FDLR contrôlent ces parties du parc et se livrent à l'exploitation du bois dont ils se servent pour la production de la braise ou des planches offertes à Goma.

Les habitants de Katemba dans le Territoire de Rutshuru et ceux de Kilimanyoka, dans le Territoire de Nyiragongo, visités en début du mois de décembre 2019 en témoignent comme l'illustre la citation suivante :

« Les fournisseurs de la braise sont les FDLR ; les principaux ennemis de ces dernières sont les gardes du Parc National de Virunga et des éléments des FARDC sont complices des FDLR dans la production de la braise ».

Selon Emmanuel Demerode, directeur du P.N.Vi, les FDLR s'adonnent à une exploitation quasi industrielle du charbon de bois du parc en vue de répondre à la demande de l'immense marché de la ville de Goma qui compte 1 million d'habitants dont 97% n'ont pas accès à l'électricité (...). L'exploitation du bois dans le secteur sud du parc génère 34 millions de dollars américains par an,

¹⁹ Pour avoir des bonnes informations, nous avons complété nos entretiens avec les consommateurs de la braise et intermédiaires commerciaux par des entretiens avec des agents des services étatiques qui maîtrisent le trafic de la braise produite dans le Parc National de Virunga.

soit le prix de 300 000 tonnes de charbon de bois (MESQUIDA et DUBOIS, 2017). L'écart constaté entre les estimations contenues dans le livré exploité par Mr Emmanuel Demerode et celles trouvées dans cette étude sont expliqués par le fait que les chiffres ici présents ne se limitent qu'au PNVi et non sur l'ensemble de la province du Nord-Kivu.

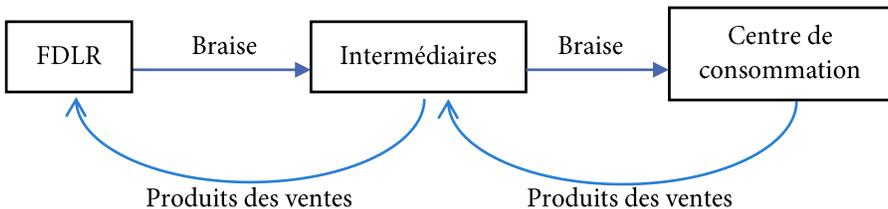
2° Evaluation du produit de vente ou chiffre d'affaires

a) Stratégie de commercialisation

Les FDLR n'interviennent pas directement dans le transport et la vente de la braise qu'elles produisent. Elles recourent à des intermédiaires commerciaux congolais. La ville de Goma est le principal débouché de cette denrée très précieuse. En effet, la braise est la principale source d'énergie dans cette ville de plus d'un million d'habitants dont certains quartiers ne sont pas raccordés au réseau électrique, d'une part, et dans laquelle, les rares quartiers raccordés souffrent encore de l'insuffisance d'offre d'énergie électrique, d'autre part. Schématiquement, le circuit de commercialisation de charbon de bois se présente comme suit.

Figure 1 Circuit de commercialisation du charbon de bois

on a :



Partant de ce schéma, les FDLR fournissent de la braise aux intermédiaires commerciaux, qui à leur tour l'expose sur les marchés dans les centres de consommation. Les produits de la vente reviennent aux FDLR en passant par les intermédiaires commerciaux selon les clauses de leurs accords.

Pour comprendre cela, il convient de partir des besoins en énergie de la population de la ville de Goma. En l'absence d'autres offreurs de l'énergie électrique ou d'autres sources alternatives d'énergie, la population de la ville de Goma ne peut que consommer du charbon de bois ou du bois de chauffe

comme source d'énergie pour préparer de la nourriture, chauffer de l'eau et repasser les habits.

A partir des informations obtenues à l'occasion de notre entretien avec les membres des ménages de Himbi et Kyeshero réunis en FGD : « nous avons retenu qu'un ménage de Goma consomme en moyenne 1,1 sac de braise le mois ; certains ménages riches consomment 2 sacs le mois mais rarement plus. Les ménages pauvres s'approvisionnent au jour le jour voire deux fois le jour aux petits marchés ou dans les rues des quartiers ».

b) Structure de prix et évaluation de gains des acteurs

Bien des agents participent au partage du gâteau issu de la carbonisation du Parc National des Virunga. En effet, le prix d'un sac de braise à Goma comprend plusieurs rubriques représentant des parts des agents impliqués dans le circuit de distribution : FDLR, FARDC, grossistes, transporteurs, des détaillants, pouvoirs publics et services de renseignement.

Le prix de la braise à Goma varie selon le type de produit. Il existe deux types de braise : la braise de type Muve et celle de type Ndobu. La braise de type Muve est relativement moins chère que celle de type Ndobu. Mais, les consommateurs préfèrent la deuxième catégorie à la première étant donné que cette dernière résiste plus pendant la cuisson.

Partant du prix de la braise Ndobu et celle Muve en provenance du Parc National de Virunga, le prix moyen payé par le consommateur est de 45000 FC le sac de 50 kg de (Muve ou ndobu). Ce prix est celui payé par le consommateur final, le détaillant s'occupant du transport. L'entretien avec les détaillants et grossistes de Mugunga nous a permis de dégager les composantes de ce prix et les traduire en gains perçus par différents agents économiques intervenant dans la production et la distribution de la braise.

En effet, selon ces intermédiaires commerciaux, les producteurs sont les FDLR, les services de l'Etat dont il est question sont les agents de renseignements, les percepteurs des taxes aux barrières érigées à l'entrée de Goma. Les fameux patrons sont des agents en relation directe avec les FDLR ; Certains gèrent même les véhicules de ces dernières et rendent compte des chiffres d'affaires obtenus ; leur survie dépend de la qualité des services rendus à leurs maîtres. Ces patrons appelés aussi « boss » ne sont pas connus de tout le public mais collaborent avec les services étatiques. Les transporteurs les plus

puissants sont les camionneurs et ceux-là qui ont des vélos pour le transport de la braise, ils vont jusqu'à percevoir plus de la moitié des frais de transport.

Les informations obtenues sur terrain pendant nos entretiens ciblés et FGD et les calculs effectués conduisent aux résultats contenus dans le tableau 3 ci-après.

Tableau 3. Part de chaque agent économique dans le prix du sac de braise à Goma

Agents économiques intervenant dans le circuit de distribution	Montant encaissé par sac (en FC)	Montant total encaissé par jour (en USD 1USD = 1600FC)	Part en pourcentage du prix part sac (50 kg)	Montant encaissé par an (en USD)	Part des acteurs
FDLR	11700	31977,56	26	11671809,4	26,00
FARDC et PNC	1800	4919,63	4	1795664,95	4,00
Patrons (Boss)	8235	22507,28	18,3	8215157,2	18,30
Services de l'Etat	2340	6395,51	5,2	2334361,15	5,20
Camionneur	2880	7871,4	6,4	2873061	6,40
Manutention	900	2459,81	2	897830,65	2,00
Transporteurs	7850	21455,03	17,5	7831085,95	17,44
Grossiste	4725	12914,01	10,5	4713613,65	10,50
Détaillant	4545	12422,05	10,1	4534048,25	10,10
Total	45000	122990,63		44891578,13	100

Source : nos enquêtes à Rusayo, Muja et Mugunga

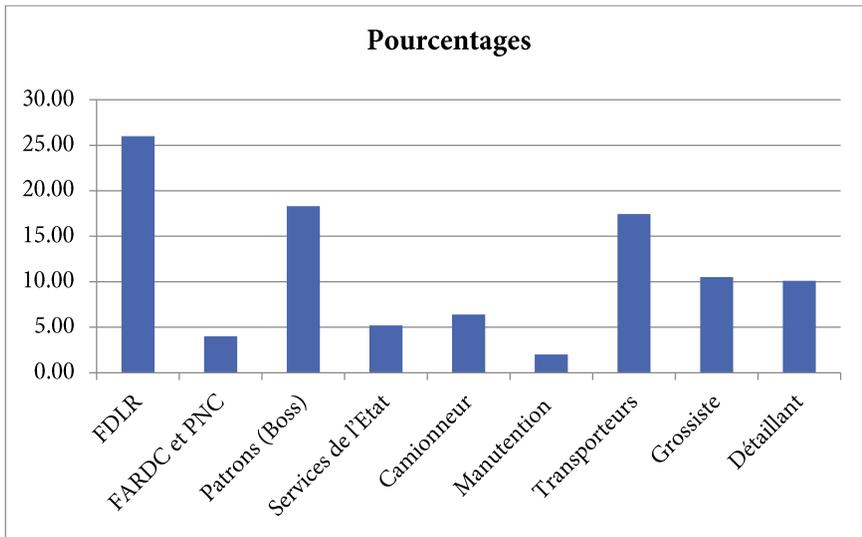
Ce tableau permet de visualiser l'importance financière de la carbonisation dans le Parc National des Virunga. En effet, il montre que les FDLR (26,00%) et leurs représentants patrons (18,30%) perçoivent 44,3 % des recettes de la vente de la braise du Parc National de Virunga, soit 12,5 USD par sac de 50 KG. C'est à peu près pratiquement le prix payé par les grossistes en relation avec les FDLR. Sur toute l'année, les FDLR et leurs représentants patrons perçoivent près de 20000000 USD soit plus précisément 11671809,4\$ pour les FDLR et 8215157,2\$ pour les fameux patrons communément appelé boss.

Les transporteurs s'emparent de 4,9 USD par sac de 50 kg. Dans ce montant, près de la moitié est encaissée par les transporteurs à vélo. Ils peuvent s'emparer de tout le montant si le consommateur est leur abonné. Les services de l'Etat - armée, police et services de renseignements – perçoivent par sac de braise près de 2,6 USD, soit 9,2 %. Les transporteurs s'emparent de 6,4 % et les

agents chargés de la manutention de 2 %. Les grossistes en relation directe avec les FDLR gagnent par sac 2,95 USD et les détaillants 2,84 USD.

On remarque que la carbonisation procure des gains financiers non négligeables à plusieurs acteurs, y compris les agents de l'ordre. A court terme, elle profite à tous ceux qui interviennent dans le circuit de distribution de ses produits. Graphiquement, cette répartition de gains se présente comme suit.

Figure 2. Répartition du produit de vente du charbon de bois par acteurs



Ce graphique renseigne que les FDLR Prennent le gros du gain de l'opération suivi des patrons et transporteurs généralement les transporteurs en vélo.

3.1.3.2. Le braconnage

Le braconnage dans le parc est une autre source de revenus pour les FDLR. La viande des animaux abattus est vendue dans les agglomérations riveraines comme Kiwanja et Rutshuru centre et même dans la ville de Goma. Cependant ce marché est très réduit à cause de la réglementation qui sanctionne sévèrement le braconnage ; les bêtes abattues sont plus consommées par les FDLR elles-mêmes dans le Parc National de Virunga.

Il faut rappeler que selon l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature, ICCN, suite à la recrudescence du braconnage dans le parc des Virunga, il y a une diminution catastrophique des effectifs des grands mammifères du parc. Par rapport aux statistiques des années 70, les effectifs

des hippopotames, par exemple, sont passés de plus de vingt mille à moins de trois cents individus, cette année²⁰. Même cas de figure pour les éléphants.

La problématique de braconnage dans le PNVi est très complexe et ne concerne pas seulement les FDLR mais plusieurs acteurs ayant accès de manière différente au PNVi. Tous les groupes armés nationaux comme étrangers s'adonnent à cette pratique. Ce qui est curieux, même les FARDC sont citées dans cette activité illégale. Ces acteurs sont les suivants²¹ :

- Il existe différentes positions militaires parsemées à travers le PNVi. Les militaires ainsi placés dans le Parc pratiquent le braconnage aux hippopotames, antilopes et autres ;
- Différents groupes armés sont présents dans le Parc tuant les animaux sans gêne et impunément : PARECO, FDLR, Mai-Mai, CNDP (bien avant), etc.
- Afin de bénéficier des revenus de leurs abattages, les différents groupes travaillent avec des membres des populations locales qui vendent et achètent (par force ou volontairement) la viande de brousse,

Outre ces acteurs de taille, certains agents de l'Etat présents dans et autour du Parc sont aussi cités par divers rapports de l'ICCN. Il faut aussi noter qu'il y a une certaine corrélation entre les activités illégales et la présence de certaines routes dans le Parc/Plus précisément :

- Rumangabo : route Tongo, couloir Mwaro, Bunagana ;
- Rwindi : toute la route Goma-Butembo où sont installés les camps militaires et l'axe Vitsumbi ;
- Lulimbi : c'est le long de la route vers Nyakakoma ;
- Mutsora : la route vers Kyavinyonge et Kasindi.

Selon les échanges avec les responsables de l'ICCN sur le gain du braconnage dans les PNVi, il est difficile d'estimer le manque à gagner financier ou le revenu gagné par les responsables du braconnage étant donné que personne

²⁰ ICCN, Braconnage au parc national des Virunga : plus de 20 animaux abattus : Publié le sam, 05/09/2009 - 09 :34 | Modifié le ven, 07/08/2015 - 15 :10

²¹ ICCN, Rapport du ranger based monitoring n°4 RBM/LEM 2007, p.25

ne peut accepter l'avoir fait ni accepter de répondre à un quelconque questionnaire ayant trait au braconnage par peur de se faire arrêter automatiquement. L'ICCN se contente seulement des statistiques des animaux existant et sur base desquelles il estime le niveau de dommage subi.

Par ailleurs, le développement de certaines maladies comme celle à virus Ebola renforce la position des instances chargées de l'interdiction de la consommation de cette viande. C'est pourquoi il est difficile voire impossible d'obtenir des informations chiffrées relatives aux produits du braconnage.

3.1.3.3. La levée des redevances sur les exploitations agricoles et le transport

L'implication des FDLR dans le système d'exploitation agricole et de transport n'est plus à démontrer. Les FDLR tirent plusieurs ressources dans les systèmes d'exploitation et de transport à Nyiragongo et Rutshuru. Ces ressources sont constituées des rentes et taxes versées par les paysans cultivateurs en vue d'accéder à de la terre fertile et la cultiver, d'entretenir les champs en exploitation et réaliser les travaux de récolte. Ce groupe armé perçoit aussi des taxes dans la commercialisation des produits agricoles.

1° Redevances sur l'exploitation des terres

Ces redevances sont diverses. Des entretiens avec des paysans de Bukoma et Binza dans la chefferie de Bwisha nous ont permis de disposer des informations sur les montants perçus par les FDLR en vue de l'accès aux terres. Les observations sur la vie socioéconomique dans le Bwisha révèlent que les FDLR participent à la culture du maïs, du haricot et du soja à Katwiguru, Makoka, Nyabanira. Elles ont réussi à conquérir des villages comme Kiseguro où elles accueillent des personnes d'origines diverses.

« Les FDLR entretiennent des réseaux économiques avec les membres de nos communautés qui leur fournissent des biens de la ville ou qui exploitent leurs biens tels que les motos taxis et les camions FUSO. Des commerçants leur livrent de la bière et des produits manufacturés à partir de Bukavu et de l'Ouganda », nous a déclaré un habitant de Kiwanja. »

Les paysans payent des taxes pour accéder à leurs propres champs en vue de les cultiver et d'y effectuer des travaux de semis, de sarclage et de récolte²². Les informations contenues dans le tableau 3 sont éloquentes à ce sujet.

Dans ce domaine, les FDLR sont en concurrence avec d'autres groupes armés. Les forfaits commis par ces derniers sont de temps en temps attribués aux FDLR et vice-versa. Selon les déclarations d'un paysan reprise comme suit : « quand les FDLR contrôlent le terrain, ils nous font payer les frais d'accès au champ et s'ils sont chassés et remplacés par un autre groupe armé, lui aussi fait la même chose, entretien avec un habitant de Tongo rencontré au marché »

Le métayage des terres des aires protégées du P.N.Vi constituent une autre source importante des revenus des FDLR. Un notable de la Chefferie de Bwisha a déclaré à ce sujet :

« Les FDLR y octroient des carrés de terres contre une redevance de 20 dollars américains et 1 jour de travail par semaine obligatoire au bénéfice des FDLR (Salongo). »

Les informations relatives aux frais payés par les paysans pour exploiter leurs champs et consommer en partie leurs récoltes apparaissent dans le tableau ci-après. Le tableau n°4 en annexe renseigne sur la multiplicité des groupes armés qui rançonnent la population par des frais à payer.

Partant des informations contenues dans le tableau n°4 en annexe, les FDLR n'ont pas le monopole de rançonner la population du Territoire de Rutshuru. Elles sont en concurrence avec d'autres groupes armés. Dans la Chefferie de Bwisha, les FDLR sont actives dans tous les groupements sauf à Jomba où leur présence est très faible. Elles y passent rarement pour chercher refuge dans le Parc National des Virunga où elles sont traquées par l'armée rwandaise aux alentours des volcans Sabyinyo et Gahinga lorsqu'elles envisagent d'effectuer des incursions à Musanze au Rwanda. Dans les autres groupements, les FDLR tracassent la population par l'exigence du paiement des taxes d'accès à la terre et des redevances en nature, forfaitairement ou proportionnellement établies sur la quantité récoltée.

²² Entretiens avec des paysans de Kiwanja, novembre 2019.

Dans la chefferie de Bwito, les représentants locaux des communautés appuient les chefs coutumiers dans la mobilisation de la population et la perception des frais dus aux groupes armés, notamment les FDLR. Il est intéressant de retenir que certains groupes armés bénéficieraient de l'appui matériel et alimentaire des FARDC. Il s'agit notamment du groupe NDC-Rénové, entretien avec un habitant de Kitshanga.

Partant de différentes campagnes agricoles et des tours effectués par les paysans pour mettre en valeur leurs champs aux dimensions souvent réduites, il y a lieu de retenir que les FDLR s'enrichissent énormément en percevant des frais pour l'accès aux terres et après la récolte. Sur la population totale du Territoire de Rutshuru de 1.606.357 habitants (CAID, 2017), on peut retenir qu'une partie non négligeable de cette population contribue à l'alimentation et l'enrichissement financier des groupes armés à travers le paiement des taxes d'accès à leurs terres et les redevances sur récoltes.

Sans nier que les FDLR exercent une pression fiscale sur la population, à cette étape de la recherche on n'est pas à mesure d'évaluer la recette perçue sur les redevances agricoles.

2° Taxation du transport à Rutshuru

Les FDLR sont actives dans la perception des taxes sur le transport des biens dans les zones sous leur contrôle. Elles ont institué un système de péage dans ces zones. Les commerçants et les conducteurs des véhicules y sont déjà habitués. Des camionneurs vont jusqu'à payer des sommes variantes entre 25 et 100 USD selon le type de produit. Les transporteurs des hommes ne sont pas épargnés de ce paiement.

Des intermédiaires commerciaux ont signalé que les FDLR sont propriétaires des véhicules (marque Fuso) qui transportent de la braise. A Kiseкуро, il n'est point un secret : les FDLR possèdent des motocyclettes utilisées pour le transport des personnes. Les conducteurs de ces engins sont des Congolais à leur service. Lorsque les transporteurs violent les clauses du contrat avec les FDLR, ces dernières les éliminent physiquement.

L'un des notables contacté à Tongo, dans la chefferie de Bwito, et un autre de Bukoma et de Binza, dans la chefferie de Bwisha, nous ont rapporté ces faits :

« Même les politiciens influents donnent de l'argent aux FDLR en vue d'assurer leur sécurité ; les FDLR perçoivent d'importantes sommes

d'argent dans la mobilité locale des hommes politiques. Pour atteindre leurs bases, battre campagne et concrétiser leurs promesses, les hommes politiques sont obligés de corrompre les FDLR en versant à ces dernières des milliers de dollars américains. La traversée d'un cortège d'un homme politique en pleine campagne électorale du Parc National de Virunga de Kalengera, dans la Chefferie de Bwisha, à Tongo, dans la Chefferie de Bwito, ne coûte pas moins de 2500 USD versés aux FDLR. Si l'homme politique s'entête en ne donnant rien aux FDLR, il risque un sabotage ou une embuscade. Même en se faisant entourer ou accompagner des éléments de la Police Nationale Congolaise ou des Forces Armées de la RD Congo, il s'expose à l'échec ou expose la population visitée à des risques comme le pillage. » Toutefois, le paiement de cette somme n'est pas régulier pour en préciser la fréquence.

3.2. Le Nduma Defence of Congo-Renonvé, une puissance économique en plein essor

3.2.1. Genèse du Nduma Defence of Congo (NDC-R) et zone d'influence

Le NDC-R est né d'une dissidence au sein du NDC de Ntabo Ntaberi Cheka. Majoritairement d'origine ethnique Nyanga, cette milice a longtemps été confinée dans le territoire de Walikale, où il a été accusé des pires crimes dont les viols, les incendies des maisons ainsi que les assassinats contre les civils. Malgré un mandat d'arrêt émis contre lui par les autorités congolaises en janvier 2011, Cheka a continué à évoluer librement à la tête de sa milice qui tirait des revenus importants des gisements miniers de Walikale et d'autres trafics, au point qu'il a même déposé sa candidature comme député national aux élections de 2011 (Sawyer, 2017). En 2017, il avait fini par se rendre aux forces de la MONUSCO qui, à leur tour, l'avaient remis à la justice congolaise. On croit savoir que cette reddition était due à la dissidence d'un de ses lieutenants, Guidon Shimweray, qui avait formé le NDC-R et qui cherchait à l'éliminer. Recherché par la justice internationale, ce dernier continue pourtant à conquérir des espaces au Nord-Kivu. Le NDC-R a longtemps évolué dans le Territoire de Walikale avant de s'étendre au Sud-Lubero et dans une partie de Masisi et Rutshuru.

S'agissant particulièrement du Territoire de Walikale, la zone sous son

contrôle dispose de plus de 35 sites importants d'or. Il s'agit de Bibasirwa, Sous-sol, Kalayi Boeing, Mundjuli, Katiti, Misunsu, Nkingwe, Kakungo, Koko, Kasumba, Wango, Mungwe, Mayuano, Mapera, Mupunga, Mafofoki, Kasara, Charingwangwa, Ujumo, KondeKonde, Angoa, Omate, Bukacha, Muungu, Mironge, Nyamuntongo, Tweno, Mombi, Kirumba, Malimingi, Kampongo, Magana, Majengo, Ishasha, etc. Toutefois, le NDC-R a perdu sensiblement de l'influence dans certains de ces sites au profit de l'Administration des Mines, appuyée par la Police de Mines. Il s'agit des sites d'Omate, Angoa et Kalayi Boeing. D'après nos échanges avec les membres des communautés consultés, le NDC-R est également impliqués dans le braconnage et le trafic d'espèces protégées comme les éléphants, les gorilles et les léopards ; son implication dans l'économie agricole et énergétique du Nord-Kivu est aussi avéré.

Le NDC-R avait entrepris, par la suite, de conquérir des localités hors de Walikale. En 2016, il s'était ainsi allié aux Mai-Mai Mazembe et à l'UPDI²³, pour la traque des FDLR dans le territoire de Lubero. Ces dernières chassées de Lubero, le NDC-R et les Mai-Mai Mazembe s'étaient séparés en raison d'intérêts économiques divergents.²⁴ Dans son rapport, le groupe d'experts des Nations unies notait une « augmentation de effectifs du NDC-R » et le tenait pour responsable des attaques contre plusieurs autres groupes armés éparpillés dans la zone. Ces experts confirmaient aussi l'existence d'une « collaboration » entre ce groupe et « l'armée congolaise ».²⁵

3.2.2. Sources locales de financement du NDC-R

Le NDC-R possède plusieurs sources de financement qu'il convient de passer en revue. Il est impliqué dans le commerce des vivres et des produits manufacturés, le trafic d'or et l'exploitation du bois. Il jouit aussi des revenus

²³ Union des Patriotes pour la Défense des Innocents

²⁴ MONUSCO et Haut-commissariat des Nations Unies, Détérioration de la situation des droits de l'homme dans le Masisi et le Lubero (Nord-Kivu) et défis relatifs à la protection des civils entre janvier 2017 et octobre 2018, Rapport S/2019/469, p.11

²⁵ Rapport MONUSCO et Haut-commissariat des Nations Unies, Détérioration de la situation des droits de l'homme dans le Masisi et le Lubero (Nord-Kivu) et défis relatifs à la protection des civils entre janvier 2017 et octobre 2018,

réalisés sur les redevances prélevées sur diverses activités ou des personnes dans l'espace sous son contrôle.

3.2.2.1. Commerce des vivres et autres produits manufacturés

Plusieurs produits sont vendus dans les sites miniers mais aussi dans les grands centres commerciaux de la zone sous contrôle du NDC-R. Il s'agit notamment des produits ou services de grande consommation comme de la cigarette des piles, des services de cafétéria, des liqueurs et autres boissons alcoolisées, et de la viande. Le NDC-R ou ses membres se comportent en fournisseurs exclusifs sur les marchés des biens dans les sites miniers sous son contrôle. En effet, sur la trentaine des sites ci-haut répertoriés, il n'y a que le NDC-R ou ses membres qui disposent du droit de vente des produits manufacturés jugés stratégiques par la milice. Très généralement, ce sont les épouses de miliciens NDC-R qui pratiquent les activités commerciales au nom et pour le compte de leurs maris. Ces dernières s'approvisionnent dans les bourgades autours de leurs sites et les grandes villes comme Goma, Bukavu, Pinga, Miriki, Butembo, Kirumba, Kibua, Luvungi, Mubi, Walikale, etc. Les miliciens réalisent ainsi des revenus d'autant plus importants qu'un site minier héberge une population de 850 à 1700 personnes. A titre illustratif, l'épouse d'un officier supérieur dans l'administration militaire du NDC-R qui a préféré garder l'anonymat nous a révélé : « Une tige de cigarette achetée à 100FC à Pinga est revendue à 200 FC à Bibasirwa »²⁶

En plus de leurs épouses, les militaires NDC-R utilisent aussi un personnel civil pour réaliser leurs activités commerciales. C'est ce que nous a affirmé un point focal du commandant-secteur vivant à Kirumba qui est chargé de l'exploitation et la vente des planches et madriers.

En cas d'insuffisance de l'offre, le NDC-R procède à la cession du monopole auprès d'autres commerçants qui le souhaitent pour une période allant de 3 à 12 renouvelable. C'est le cas de Madame Bahati Françoise, propriétaire d'un restaurant et buvette à Bibasirwa qui nous a affirmé ce qui suit :

²⁶ Site minier situé à moins de 25Km de Pinga, Cette transaction donne lieu à une marge bénéficiaire de 100%, ce qui est énorme

« J'ai acheté le monopole de cette activité à 10 grammes d'or, soit l'équivalent de 450\$ au prix de Pinga²⁷ pour chaque semestre. »

Le dénombrement de tous les cessionnaires de NDC-R a été impossible dans le cadre de cette étude étant donné le nombre élevé des sites contrôlés et l'absence d'un service statistique régulier.

3.2.2.2. Le trafic d'or

L'exploitation de l'or est la principale activité dans tous les 35 sites miniers ci-haut inventoriés. L'or est acheté par le NDC-R et revendu dans différents centres commerciaux de Walikale, notamment à Mubi, Walikale centre, Luvungi, Kibua, Pinga. A titre d'exemple, 1 gramme d'or acheté à 50.000FC à Bibasirwa, Irameso, Malimingi, est revendu à Pinga ou à Kibua au prix de 70.000FC, donnant ainsi lieu à un bénéfice de 20.000FC par gramme, c'est-à-dire 40% du prix d'achat. Faute d'accès aux statistiques relatives aux transactions d'or, il reste cependant difficile d'en évaluer la quantité échangée ou le chiffre d'affaires réel. Ce produit est stratégique et géré de manière secrète ainsi que l'a confirmé l'un des proches du NDC-R lors de nos enquêtes.

Dans le même ordre d'idées, les cadres politiques et militaires du NDC-R disposent des machines et autres matériels utilisés dans l'exploitation des minerais qu'ils louent aux creuseurs. Il s'agit des motopompes, des testeurs, des barres de mines, etc. En tant qu'acheteurs, les miliciens récupèrent la quasi-totalité de la production après compromis avec les creuseurs, véritables producteurs. Par ailleurs, le NDC-R prélève 10% de chaque quantité d'or extraite au titre des redevances sur la production. En moyenne, la production est estimée à 20 grammes par bloc par jour ; et, chaque site dispose de 10 à 200 blocs.

Comme le NDC-R ne dispose pas de creuseurs, les miliciens utilisent les creuseurs trouvés dans les sites et ne font que contrôler la production pour percevoir les redevances minières et acheter la quasi-totalité de la production pour la revendre à leur tour dans des centres commerciaux. En cas de détournement, le responsable est puni sévèrement. « Le creuseur attrapé dans une tentative de fraude ou de détournement s'expose à la peine de 100 coups

²⁷ Actuellement 1 gramme d'or se vend entre 50 et 55\$ à Goma

de fouets publics avec paiement d'une amende évaluée entre 50.000FC et 100.000FC. », déclare un responsable de la société civile contacté à Pinga.

3.2.2.3. Exploitation du bois

Le NDC-R négligeait pendant longtemps l'exploitation du bois et l'agriculture comme source de recettes. A la suite de ses nouvelles conquêtes dans le Sud de Lubero, à Masisi et à Rutshuru et de l'accroissement des effectifs, il a diversifié ses sources de revenu, notamment par l'exploitation du bois.

1° Sites d'exploitation et type de bois exploité

Le Lucheche est l'essence de bois la plus exploitée par le NDC-R. Il est principalement utilisé pour la production des planches pour meubles. L'exploitation du bois a pris de l'ampleur dans les Groupements Ikobo et Kisimba. Sur l'axe Buleusa-Bukumbirwa-Maruh-Rusamambu, les miliciens du NDC-R, sous la couverture de quelques opérateurs locaux, s'adonnent intensément à l'exploitation du bois pour approvisionner les grands centres en planches pour la construction et la fabrication des meubles. Dans cette perspective, les miliciens de NDC-R s'approvisionnent même en arbres auprès des propriétaires terriens locaux pour le sciage.²⁸ En effet, nos enquêtés font état de cette exploitation dans le septentrion de Walikale à la frontière avec le sud Lubero. Un habitant du groupement Kisimba affirme à ce sujet :

« Je gère la machine d'un des officiers du NDC-R basé à Bukumbirwa et je suis chargé de la commercialisation du bois scié grâce à cette machine. En cas de besoins nous la faisons louer aussi moyennant paiement en nature ou en espèce auprès d'autres opérateurs qui en ont besoin ».

Au demeurant, ce témoignage révèle qu'au-delà de la production des planches, le NDC-R, par le truchement de ses officiers propriétaires des machines de sciage, jouit aussi du produit de loyer sur ces dernières.

2° Essai d'évaluation du revenu d'exploitation du bois pour le NDC-R

L'exploitation du bois est réalisée soit par les miliciens eux-mêmes, soit par

²⁸ Un lot d'arbres pouvant produire 700 pièces de planches, soit l'équivalent d'un chargement de camion de 8 à 10 tonnes, est acheté à 100\$.

des personnes interposées travaillant pour le compte et au nom des miliciens NDC-R. Trois types de produit de bois sont offerts par le NDC-R : les planches pour meubles, les planchettes et les madriers. Le tableau 4 suivant permet d'évaluer le gain par pièce de chacun de ces trois produits.²⁹

Tableau 4. Estimation du bénéfice unitaire d'exploitation du bois sur l'axe Ikobo par le NDC-R

N°	Catégories	Unité	Qté	Dep achat arbr	Dép Sciage	Cout de transport	Autres dépenses	Total dépense	PV	Bénéfice
1	Planches pour Meubles	pièce	1	0,312	0,7	2	10,98	13,99	18	4,008
2	Planchette	pièce	1	0,142	0,3	2	2,558	2,442	7	4,558
3	Madriers	pièce	1	0,142	0,3	2	2,558	2,442	5	2,558

Source : Tableau conçu par nous-mêmes sur la base des données collectées à Pinga, novembre 2019

Ce tableau indique que les exploitants du bois dans la zone sous étude font face à diverses dépenses. Des frais de sciage sont évalués à 0,7\$ pour une pièce de planche pour meuble ; ils sont de 0,3 \$ par pièce de planchette ou de madriers. Les prix d'achat d'arbres à scier s'élèvent à 0,312\$ pour le lucheche et 0,142\$ pour les autres catégories généralement utilisées pour la production des planchettes ou des madriers. Les frais de transport des produits du site d'exploitation jusqu'à Goma s'élèvent à 2\$ par pièce³⁰ et diverses autres dépenses relatives à la distribution³¹ s'évaluent à 10,98\$ pour les planches pour Meuble, 2,558\$ pour les autres catégories de bois. S'agissant du prix de vente à Goma, il s'évalue à 18\$ par pièce de planche pour meuble, à 7\$ par pièce de planchette et 5\$ par pièce de madriers.

Tenant uniquement compte du marché de Goma, qui est le marché principal

²⁹ Il n'a pas été possible d'évaluer le revenu issu de la location des machines et autres appareils de production de produit de bois.

³⁰ Contrairement aux FDLR qui sont généralement propriétaires des camions transportant leur production, le NDC-R collabore avec des tiers transporteurs pour faire arriver leurs marchandises dans les centres de consommation.

³¹ Ces dépenses se rapportent au chargement, déchargement, au paiement des taxes de l'Etat et aux frais d'entreposage.

pour le produit de bois de NDC-R, la comparaison de la dépense totale au prix de vente qu'une pièce de planche pour meuble, de planchette et de madriers génère respectivement un gain de 4\$, de 4,5\$ et de 2,5\$ au profit du NDC-R.

Au reste, les entretiens avec certains cadres politico-administratifs du NDC-R³² font savoir que les chefs rebelles font en moyenne une navette par mois, pour un chargement de 320 pièces de planche-lucheche, 700 pièces de planchettes et de madriers. Ces renseignements pris en compte, permettent de générer le bénéfice global mensuel de l'exploitation du bois comme l'indique le tableau 5 suivant.

Tableau 5. Estimation du bénéfice mensuel pour un chargement de planches pour meubles, de planchettes et de Madriers

N°	Catégories	Unité	Qté	Bénéfice par unité (cfr tab n°1)	Bénéfice total en \$us	Bénéfice annuel
1	Planche pour Meuble	Pièce	320	4,008	1282,56	15390,72
2	Planchette	Pièce	700	4,558	3190,6	38287,2
3	Madrier	Pièce	700	2,558	1790,6	21487,2
	TOTAL				6263,76	75165,12

Source : Tableau conçu par nous-mêmes

Il apparaît, à travers ce tableau, que la filière bois génère au profit du NDC-R un gain mensuel d'au moins 6263,76\$, soit 75165,12\$ par an.

3.2.2.4. La pression fiscale dans la zone conquise

Le NDC-R dispose de deux catégories d'acteurs : les militaires et des cadres politico-administratifs. Ce sont ces cadres politico-administratifs qui se chargent de la collecte des taxes et autres redevances exigées par ce groupe armé. Selon les informations nous fournis par un haut cadre du NDC-R, ce groupe disposerait de plus de 6.400 militaires, répartis en deux secteurs de 3200 hommes chacun, et des 57 officiers. Le NDC-R dispose également de 103 personnes civiles utilisées dans les renseignements et la collecte des taxes et

³² Ces cadres ont été rencontrés à Bukubirwa, village situé à plus ou moins 18 Km de Buleusa,

autres redevances. Le financement des activités du NDC-R et de la vie de ses membres civils et militaires ainsi que de leurs dépendants justifie, on s'en doute, la forte pression fiscale observée dans la zone sous contrôle de ce groupe armé. La population des entités nouvellement conquises est aussi soumise au paiement des diverses taxes et des amendes en cas de conflit ou de litige comme cela est le cas dans toute la zone sous contrôle du NDC-R.

1° Typologie des taxes et redevances instituées par le NDC-R

Globalement, cinq types de redevances ont été identifiés dans cette zone. Il s'agit de

- Jeton ;
 - Amende pour règlement de conflit ;
 - Droit d'accès aux sites miniers ;
 - Ration militaire ; et
 - Effort de guerre.
- a) Le jeton

Le « jeton » est un bout de papier de 5 cm² estampillé d'une marque de NDC-R, utilisé comme laissez-passer mensuel dans la zone sous contrôle du NDC-R. Il est considéré comme la carte d'identité ou bien le droit de libre circulation. Ce jeton est appelé, dans certains villages « lala salama » et dans d'autres « haki ya askari »³³. A vrai dire, il s'agit d'une taxe perçue mensuellement pour la sécurité ; elle vaut 1000FC par personne d'au moins 18 ans. La vente de ce jeton constitue l'une des principales sources de revenu de NDC-R ; elle permet de réaliser une recette mensuelle de plus ou moins 150.000.000FC par mois

Sous peine de lourdes amendes, chaque assujetti doit en tout lieu et à tout moment posséder son jeton. Par exemple pour le cas des villages situés sur l'axe Mweso-Pinga, le non-paiement de ce jeton conduit à une amende valant 50.000 à 100.000FC (soit 32 à 65\$) et à une série de 100 fouets. Cette amende est exorbitante par rapport au niveau de vie de la population majoritairement pauvre et vivant sous le seuil de la pauvreté, déclare un habitant de Kaseke

³³ « Lala salama » signifie « dors tranquillement ; et « haki ya askari » veut dire « droit du soldat » ...

rencontré à Pinga le jour du marché. Seules les personnes de 3^{ème} âge, les enfants et les handicapés physiques et mentaux sont dispensés du paiement de cette taxe.

Diverses barrières sont érigées aux postes d'entrée et de sortie des villages et des grands centres afin de faire le contrôle de paiement de ce jeton. A Mweso, le contrôle se faisait à la barrière située à côté de la buvette connue sous le nom de « Nganda 1,2,3 » pendant plus de 10 mois. Par rapport aux modalités de paiement, ce jeton est payé de manière différente et selon l'endroit. En territoire de Walikale il se paie individuellement par personne adulte alors que dans le Masisi et une partie de Rutshuru, il se paie par ménage. Les activistes de la société civile, les responsables des confessions religieuses ainsi que les notables de grands centres que nous avons rencontrés ont qualifié le paiement de cette taxe de « véritable corvée », « c'est une formule inédite de colonisation nouvelle », précise un prêtre catholique de la paroisse de Mweso.

En plus de cette taxe, il existe d'autres prélèvements documentés par le Rapport du Groupe des Experts des Nations unies publié au mois de juin 2019. Il s'agit de la taxe communément appelée « taxe savon » fixée à 2000 FC par adulte par mois, de la taxe appelée fonds de guerre valant 6500 FC et payable par adulte avant ou après chaque combat et enfin, les travaux forcés communément appelés « Salongo » pour la construction³⁴ des abris militaires et de leurs bivouacs.

b) Amendes pour règlement de conflits et différends

Le NDC-R est l'autorité judiciaire dans les territoires sous son contrôle. Divers conflits entre les membres de la communauté sont présentés aux autorités politico-administratives et judiciaires du mouvement pour leur règlement. C'est notamment des conflits fonciers, des conflits familiaux et conjugaux, des détournements, de l'escroquerie, etc. Le NDC-R dispose des cadres chargés de les arbitrer et le cas échéant, les résoudre. Ce sont notamment des juges, des cadres administratifs, des cadres politiques et même des officiers militaires.

³⁴ A ce sujet, il est bon de noter que chaque position militaire doit avoir une superficie de 500m² pour une bonne sécurité des troupes, (entretien avec le responsable de la société civile de Kitshanga). Sur cette superficie, il faut construire des bivouacs de 4 m², chacun, en moyenne et espace de 2 à 3 m.

Cette activité d'arbitrage ou de résolution des conflits donne lieu au paiement d'amende dont la valeur varie entre 100.000FC à 500.000FC (62,5 à 312,5\$) dans certains villages du Territoire de Walikale et Sud-Lubero et de 50.000 à 100.000FC (soit 31,25 à 62,5\$) pour le cas des villages du Territoire de Masisi. « En juillet 2019, le mouvement a réglé le conflit foncier entre une confession religieuse et une famille à Pinga moyennant paiement des amendes ».³⁵ A ce sujet, il convient de noter en passant que le NDC-R ne recrute pas des autorités politico-administratives et coutumières, il utilise les autorités rencontrées dans les zones conquises, de gré ou de force.

Les difficultés d'ordre sécuritaire évoquées plus haut ne nous ont pas permis d'évaluer le nombre des différends traités mensuellement par l'appareil judiciaire du mouvement, et partant, la production mensuelle des amendes perçues.

c) Droit d'accès aux sites miniers

L'accès aux divers sites miniers n'est pas libre ; il est conditionné par le paiement d'une taxe appelée « droit d'entrée ». Cette taxe est de 1000FC par personne. Or, selon les personnes interviewées à Kibua et Luvungi, en moyenne plus de 500 personnes entrent dans chaque site par jour lorsqu'il y a activité intense sur le site. L'administration « fiscale » du NDC-R place des agents percepteurs à l'entrée de chaque site pour collecter les frais à payer. Ces percepteurs font rapport à la hiérarchie à la fin de chaque journée. « En moyenne, un site en pleine activité peut faire entrer 500.000FC (312,5\$) par jour », nous a révélé un opérateur économique œuvrant dans les sites miniers de Mudjuli et Irameso. « A la barrière d'entrée de Irameso, il m'a été demandé de payer le droit d'entrée en plus du jeton de 1000FC ; le droit d'entrée était de 500FC », mentionne un autre commerçant rencontré à Kibua. Il convient de noter que les droits d'entrée étaient repartis entre les groupes armés et les propriétaires terriens communément appelé chefs de collines selon une clé de répartition que personne parmi nos informateurs n'a pu révéler.

En plus des sites miniers, l'accès au Jardin Théïcole de Ngeri est conditionné par le paiement de 55000FC, soit 34\$. En pratique, ce montant est perçu en deux phase, à raison de 5000FC à l'entrée et 50000FC à la sortie, généralement

³⁵ Entretien avec un notable de Pinga.

après chargement de marchandises. Comme le NDC-R venait de conquérir le milieu (moins de 6 mois) est que cette taxe était jugée nouvelle il n'a pas été possible d'en évaluer la recette mensuelle.

d) La ration militaire

Il existe également une autre forme de taxe appelée « ration militaire ». Elle est payée le jour de marché. Par exemple à Bweru, village situé à 33 Km de Kitshanga, la collecte se fait chaque mardi, le jour du marché. Le paiement peut être en nature ou en espèces. Elle vaut 1 kg de farine de manioc ou 500 FC par ménage. Alors que cette taxe ne concernait que les sites miniers, elle touche actuellement d'autres bourgades à forte densité humaine comme Pinga, Kaseke, etc. Cette extension est justifiée par les ambitions expansionnistes du NDC-R, celles-ci l'obligent à agrandir son effectif de combattants et, par ricochet, accroît la charge relative à leur alimentation.

e) Effort de guerre

Une autre taxe ponctuelle appelée « effort de guerre » est exigée de chaque personne adulte tous les 4 mois. Elle est de 2000 FC par personne, soit une dépense annuelle de 6000FC pour chaque adulte. Les responsables du NDC-R la justifient par le fait qu'à chaque attaques subies ou enclanchées, le besoin en munitions doit être couvert de manière spéciale. Un agriculteur de Kaseke rencontré à Pinga le jour du marché nous a affirmé avoir payé cette taxe à plusieurs reprises. Il convient de noter que cette perception ne se fait pas dans toute la zone sous contrôle, mais dans des villages uniquement occupés par les rebelles sans aucune présence des forces gouvernementales (FARDC ou PNC).

2°) Essai d'évaluation des recettes du NDC-R

Il est évalué dans ce paragraphe tout d'abord le revenu issu de la source jugées régulières, ensuite celui perçu de manière ponctuelle.

a) Revenu issu des sources régulières

Grace aux explications fournies par les personnes interrogées sur les sources de recettes du NDC-R telles que décrites dans ce chapitre, nous avons essayé d'évaluer le chiffre d'affaires mensuel et annuel ainsi que la production fiscale du mouvement comme suit.

Tableau n°7 : Evaluation de la production fiscale et autres recettes du NDC-R

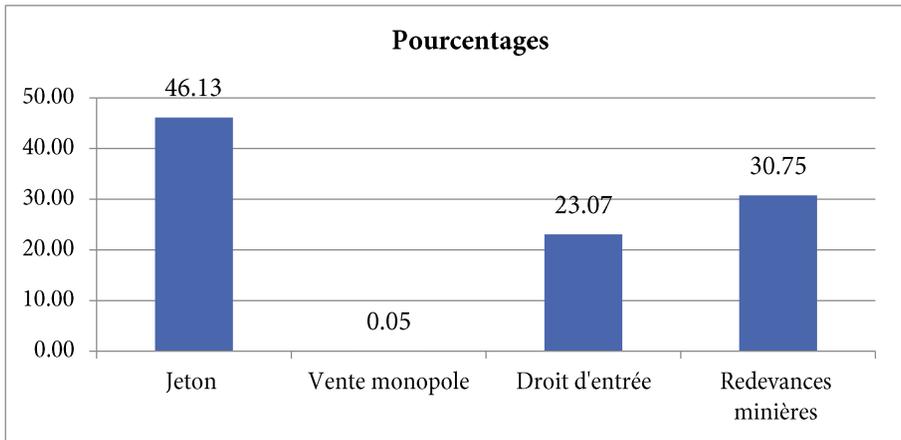
N°	Désignation	Unité	Qté	PU	PT	CA annuel	En \$ us au taux de 1600	Part en %
1	Jeton	Population	150000	1000	150000000	1800000000	1125000	46,13
2	Vente monopole	Cas	350	450	157500	1890000	1181,25	0,05
3	Droit d'entrée	Personne	150000	500	75000000	900000000	562500	23,07
7	Redevances minières		2000	50000	100000000	1200000000	750000	30,75
	TOTAL				325157500	3901890000	2438681,25	100

Source : Tableau conçu par nous-mêmes.

Ce tableau indique que le NDC-R gagne annuellement une recette totale évaluée à **2438681,25\$** sans compter celle relative au trafic d'or ou à l'exploitation du bois. Il est à relever que certaines recettes ne sont pas prises en compte dans cet exercice compte tenu des difficultés de constitution des statistiques y afférentes et des conditions sécuritaires non appropriées. Il s'agit notamment des recettes issues de règlements des différends, des collations pour la sécurité des activités politiques, humanitaires et de développement³⁶, ... Le graphique ci-après permet de visualiser la contribution de chaque type de taxe aux recettes fiscales de NDC-R.

³⁶ La sécurité des hommes politiques, des entreprises et de certaines visites des organisations internationales est payable au chef rebelle pour permettre la libre circulation dans la zone sous son contrôle

Figure 3. Répartition des recettes fiscales par type de taxes et redevance



Ce graphique montre que les recettes fiscales du NDC-R proviennent principalement de la vente des jetons à la population ; 46% du revenu fiscal de ce groupe armée est issu de cette taxe particulière. Les redevances minières constituent la deuxième source du revenu fiscale, elle participe à hauteur de près de 31%. Avec une contribution de 23%, le droit d'accès aux sites miniers occupe la troisième position.

Au vu des diverses sources de revenus que nous venons de présenter il devient évident que le NDC-R gère des sommes importantes d'argent dans la zone sous son contrôle. Il sera difficile de bien estimer les recettes réalisées par ce groupe rebelle par le simple fait que certaines sont régulières, d'autres irrégulières et d'autres encore occasionnelles.

b) Recettes ponctuelles

Les recettes ponctuelles sont celles perçues à l'occasion d'un événement particulière. Après cet événement, leur perception devient impertinente.

- Fonds pour la sécurisation des opérations électorales

Parmi les recettes occasionnelles figurent celles collectées pendant des périodes hautement politiques. A titre d'exemple, « le NDC-R recevrait en moyenne, par des voies discrètes, 15.000\$ des organisateurs des élections par opération électorale : l'enrôlement, le déploiement des kits électoraux et la sécurisation de scrutins dans la zone sous son contrôle », il nous a affirmé un interviewé rencontré à Kalembe.

- Fonds pour la sécurisation des officiels onusiens et des chercheurs

Dans le même angle, deux interviewés dont l'un rencontré à Kitshanga et l'autre à Mweso font également état des fonds qui viendraient des officiels onusiens lors de leurs multiples visites pour leur sécurité ou des divers chercheurs qui les rencontrent pour des études plus fouillées. Il en est de même de ceux de Pinga et ses environs qui nous ont affirmé que le NDC-R tirerait également des fonds des ONG, entreprises ou toute autre organisation qui souhaiteraient investir dans la zone sous leur contrôle sous forme de permis d'exécution ou d'autorisation d'opérer dans la zone :

« Quand les grandes autorités du Gouvernement ou des agences des nations unies veulent venir visiter les sites occupés par des groupes armés, ils y envoient toujours des sommes d'argent pour leur sécurité »³⁷.

- Détournement des fonds des opérateurs économiques

Depuis le boom du secteur minier, et plus particulièrement l'exploitation du coltan et de la cassitérite de la fin des années 1990, plusieurs opérateurs se sont lancés dans ce secteur manifestement très lucratif. Cependant, cet essor minier a coïncidé avec la recrudescence de l'insécurité dans la grande partie de l'Est de la RDC. A cet effet, on a noté l'émergence des milices ethniques qui ont rendu les espaces sous leur contrôle inaccessible aux ressortissants d'autres communautés ethniques. C'est ainsi que les opérateurs économiques exportateurs ou grossistes de minerais, principalement d'ethnie Tutsi, avaient du mal à se rendre personnellement aux sites d'exploitation souvent contrôlés par les FDLR et leurs alliés locaux ou les groupes armés Maï Mai. Pour contourner cette difficulté, ces opérateurs économiques se faisaient représenter par des originaires du terroir. Au fur et en mesure que l'activité devenait lucrative et intéressante, ils remettaient, pour le besoin de la cause, des sommes importantes d'argent à ces intermédiaires qui s'occupaient de l'achat et de l'évacuation des minerais des sites de production jusque dans la ville de Goma avant leur exportation.

Mais certains de ces intermédiaires ont commencé à détourner l'argent leur

³⁷ Entretien avec un acteur de la société civile de Kitshanga. Il n'a cependant pas été possible de vérifier ces allégations dans le cadre de cette étude

confié par ces opérateurs économiques. Ntabo Ntaberi Cheka aurait lui-même fui avec une somme évaluée à 60000\$ de la Société Mining Processing of Congo (MPC), à peu près 60.000\$, avant de créer le groupe armé NDC. Il en est de même de son disciple Guido Shimiray, l'actuel chef suprême de NDC-R, qui fut un ancien militaire des FARDC et qui aurait fui l'armée régulière après y avoir commis de gaffes de même nature que son ancien maître.

- Appui logistique et financier des FARDC au NDC-R

Selon les acteurs de la société civile et divers notables de la zone autour de Kitshanga, le NDC-R serait soutenu par les FARDC. « Ce soutien a été manifeste pour la population lors de l'arrivée du NDC-R à Kitshanga ; Il [le NDC-R] aurait bénéficié de l'appui en vivres et munitions en pleine cité, à la fin juillet 2019 », nous a affirmé un acteur de la Société civile rencontré à Kitshanga.

Certains témoignages font état du ravitaillement du NDC-R par les véhicules des FARDC sur l'axe Kitshanga-Kalembe-Pinga ainsi que renseigne un notable influent de la zone :

« En date du 28 décembre 2018, le NDC-R avait été doté en munitions, tenues et vivres à Kalonge, à 36 Km de Kitshanga. Le 3 juillet 2019, il aurait bénéficié d'un appui logistique de la 34^{ème} Région militaire des FARDC à Kirumbu à environ 37 Km de Kitshanga »

Il est bon de faire remarquer que c'est grâce à cette coalition FARDC-NDC-R que les miliciens APCLS de Janvier KARAIRI ont été délogés de la colline Buchalwichi située dans la localité de Muhanga à 5 Km de Kitshanga, qu'ils occupaient depuis 2013.

Il existerait même des opérations conjointes FARDC-NDC-R vers Bukombo et Bishusha dans la chefferie de Bwito en Territoire de Rutshuru contre les APCLS et la CMC (Coalition des Mouvements pour le Changement). Il en est de même dans le groupement de Bashali Kaembe, en/Chefferie de Bashali, où la coalition FARDC-NDC-R s'affronte contre l'APCLS et plusieurs factions de Nyantura. Il existerait également un appui financier des FARDC au bénéfice de NDC-R en raison de 25.000FC par milicien, ce fonds proviendrait de certains officiers militaires, nous a révélé un activiste de la société civile à Mweso. Il convient de rappeler que toutes ces allégations n'ont pas été vérifiées dans le cadre de cette étude.

Conclusion

L'objet de cette étude est de montrer comment des groupes armés se sont glissés dans le circuit économique de la province du Nord-Kivu et s'ériger un empire économique pour le financement de leurs activités. L'étude s'appuie à cet effet sur deux groupes armés, à savoir les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) et le Nduma Defense of Congo (NDC-R). Le choix de ces deux groupes est justifié, d'une part, par le fait que, d'une part, il s'agit de deux grands groupes bien structurés et organisés dans la région et, d'autre part, ces groupes occupent des espaces vitaux pour des milliers de population congolaise.

L'échantillon exploité pour cette étude a été sélectionné en deux étapes. D'abord, une sélection des villages dans les territoires concernés par l'étude, et ensuite l'identification des personnes à interviewer. Sur la base des critères de sécurité, d'accessibilité par route, de couverture téléphonique, quelques 22 villages de la zone sous contrôle des groupes armés sous études ont ainsi été sélectionnés ; et tenant compte du critère de notabilité ou de proximité par rapport aux groupes armés sous étude, 81 personnes dont 16 femmes ont été impliquées dans l'étude.

L'étude a procédé ainsi par l'analyse des données qualitatives collectées dans des villages des Territoires de Walikale, Masisi, Nyiragongo et Rutshuru. Des habitants de quelques quartiers de Goma ont été aussi impliqués dans cette recherche, notamment en ce qui concerne la consommation du charbon de bois. Dans cette perspective, des guides d'entretien ont été utilisés pour la collecte des données d'abord dans les zones sous influence de ces groupes armés mais aussi dans la ville de Goma en ce qui concerne l'analyse de la demande des charbons des bois, principale source de recettes des FDLR. Cette démarche méthodologique a été pilotée à trois niveaux : la revue documentaire, des entretiens avec les acteurs clés ainsi que l'organisation des FGD pour ressortir les éléments relatifs à la demande des charbons de bois à Goma.

Après analyse des données collectées, nous avons abouti aux résultats selon lesquels les FDLR ont réussi à s'imposer dans les territoires de Nyiragongo et de Rutshuru en participant aux activités agricoles et à la production du charbon de bois. L'étude montre que ce groupe armé avec ses intermédiaires

tire un gain estimé à près de 20000000 USD par an dans la production et commercialisation du charbon de bois; il tire également profit de la perception des taxes sur l'exploitation des terres dans plusieurs groupements du territoire de Rutshuru. Les FDLR perçoivent par campagne par paysan un montant variant entre 0,30\$ et 5 USD. Elles bénéficient aussi d'une partie de la récolte des paysans. Le charbon de bois extrait du parc national des Virunga constitue donc la principale source des revenus des FDLR depuis qu'elles ont perdu le contrôle des zones minières de Walikale et de Masisi suite à la pression militaire des FARDC et des groupes armés Mai Mai. Sur près de 45000000 USD obtenus à Goma par les acteurs impliqués dans le commerce de la braise du bois de ce parc ; les FDLR s'emparent de plus de 26 %.

Quant au NDC-R, il gagne annuellement une recette fiscale totale évaluée à 2438681,25\$ dont les sources principales les jetons pour la sécurité (46,13%), les redevances minières (30,75%) et les droits d'accès aux carrés miniers (23,07%). Il est naturellement aussi impliqué dans le trafic d'or et l'exploitation du bois dont le produit est à tous le moins estimé à 75165,12\$ par an.

Il est à relever que certaines recettes ne sont pas prises en compte dans cet exercice compte tenu des difficultés d'accès aux statistiques y relatives et des conditions sécuritaires peu rassurantes. C'est le cas d'abord des recettes issues de la vente de l'or exploité dans les 35 carrés miniers, des amendes perçus lors de règlement des différends entre les membres de la communauté.

Bien qu'aussi difficile à évaluer, des appuis financiers ou matériels ponctuels sont renseignés en faveur du NDC-R de la part des sources aussi insolites que surprenantes. Dans cette perspective le NDC-R recevrait une somme de 60000\$ des organisateurs des élections en RDC pour en garantir le bon déroulement ; il recevrait également d'importantes sommes d'argent des agences ou mission des nations unies lors de la visite des zones sous son contrôle par leurs hôtes et même de la part de certaines ONG international ou grandes entreprises pour la sécurisation de leurs activités et staff. Enfin, il est établi que les FARDC fournissent un appui financier et logistique au NDC-R dans le cadre de leur partenariat dans la traque d'autres groupes armés.

Aussi intéressants que soient les résultats réalisés à travers cette étude, ceux-ci ne sont moins limités. En effet, ces résultats peuvent être améliorés et précisés à travers une recherche mixte associant l'approche qualitative et l'approche

quantitative et basée sur un échantillon relativement plus large et diversifié. Cette perspective de recherche future devrait notamment s'envisager dans une approche inclusive pour intégrer bien de sources que la présente étude ne pouvait exploiter. Il s'agira notamment de vérifier aussi méticuleusement que possible la nature du rapport entre la Monusco, les agences des Nations Unies, les ONG internationales, le CENI, et les FARDC avec les groupes armés en cause.

Par ailleurs, les résultats obtenus appellent à s'interroger sur les véritables affectations des sommes d'argent ainsi réalisées par ces groupes armés. Faut-il croire que le développement de villes voisines zone sous contrôle de ces groupes armés en tire grand avantage. Une étude visant à établir une relation de cause à effet entre ces deux phénomènes seraient, de ce point de vue, d'un précieux apport.

Dans la même perspective, au regard des évolutions observables dans la zone intéressée par cette étude, il est pertinent de s'interroger tout aussi sur :

- Le rôle du courant électrique fournit par Virunga Sarl dans la démotivation des producteurs des charbons des bois dans et autour du PNVI ?
- L'évaluation financière de l'exploitation minière du Groupe NDC-R dans la zone sous son influence ;
- La dimension nationale et régionale de la recrudescence des groupes armés à l'Est de la RDC.

Enfin, les résultats obtenus suggèrent les recommandations ci-après :

- Augmenter les effectifs des éléments de la PNC et des FARDC tout en assurant leur survie ;
- Associer les acteurs de la société civile et la notabilité locale dans la gestion de la question des taxes prélevées par les groupes armés sur la population ;
- Initier de façon permanente des dialogues communautaires et projets intégrateurs au niveau local, provincial et régional ;
- Assurer la traçabilité de la braise consommée dans les grandes villes et grands villages du Nord-Kivu ;
- Formaliser la filière or dans l'ensemble de la Province.

Bibliographie

- Balolebwami, E., Estimation de la valeur socioéconomique du Parc National de Virunga en République Démocratique du Congo, thèse de Doctorat, Ecole Régionale Post-Universitaire d'Aménagement et de Gestion Intégrés des Forêts et Territoires Tropicaux, Université de Kinshasa, Inédit, 2018.
- Fonds Mondial pour la Nature, « Le charbon de bois durable contribue à réduire le commerce illicite et à préserver le Parc des Virunga », URL : <https://wwf.panda.org/> consulté le 10 décembre 2019.
- JEUNE AFRIQUE, « RD Congo : qui sont les groupes armés qui sévissent au Nord-Kivu ? », 27 mars 2017.
- JOHNSON D, SCHLINDWEIN S, SCHMOLZE B, Les FDLR, histoire d'une milice rwandaise: des forêts du Kivu aux tribunaux de l'Allemagne, 2016
- MESQUIDA S. et DUBOIS, J., « RDC : Virunga, au-dessus du volcan », ARTE Info, 2017
- MONUSCO et HCDH, Détérioration de la situation des droits de l'homme dans le Masisi et le Lubero (Nord-Kivu) et défis relatifs à la protection des civils entre janvier 2017 et octobre 2018,
- MUHINDO KAMBUMBU E., Etude de faisabilité d'une centrale électrique à gaz méthane en vue d'alimenter les installations, production d'eau potable de la REGIDESO/Centre de Goma, Mémoire de Maitrise spéciale en Ingénierie, de l'Eau et de l'Environnement, Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement, Ouagadougou, 2010.
- Southern Africa Resource Watch et Open Society initiative for Southern Africa (OSISA) : Le Commerce Illicite de l'or en République Démocratique du Congo et l'Affaire Argor, Rapport Synthèse, 29-30 Septembre 2015.

- Sawyer I, « Reddition d'un chef de guerre congolais recherché pour viols massifs », hrw.org, 26 juillet 2017.
- POLE INSTITUTE, « La Conférence de Goma et la question des FDLR au Nord et au Sud-Kivu », Regards croisés n°8, mars 2008.
- POLE INSTITUTE, Construire la paix à partir de la base : leçons tirées de l'expérience « Masisi avec tribus mais sans tribalisme », Décembre 2015.
- VOA : « Des entrepreneurs locaux préservent la nature dans le Nord-Kivu, » URL : <https://www.voafrique.com>, consulté le 10 décembre 2019.

Annexes

Annexe 1 : Guide D'interview Utilise Pour La Récolte Des Données dans Les Zones Sous Contrôle Des NDC-R

I. Présentation

II. Questions Proprement Dites

1. Pouvez-vous nous dire depuis quand vous êtes membres du NDC-R ?
2. Pouvez-vous nous dire comment l'administration fiscale du mouvement est organisée ?
3. Quelles sont les principales dépenses auxquelles vous faites face pour le bon fonctionnement du mouvement ?
4. Quelles sont les principales sources de revenu pour faire face à ces dépenses ?
5. Par rapport aux carrés miniers, comment procédez-vous pour contrôler les activités commerciales dans la zone et dans les carrés des mines ?
6. Comment gérez-vous les creuseurs dans les sites miniers ?
7. Quelles sont les sanctions réservées aux fraudeurs des produits et des taxes ?
8. Décrivez comment gérez-vous le jeton dans la zone (qui sont les redevables, qui sont les exonérés, quelles sanctions en cas de non-paiement, il est de combien par personne, payable combien de fois par mois) ?
9. Y-a-t-il des conflits entre les populations gérées par le mouvement ? (Quels sont ces conflits, comment ils les gèrent, quels sont les amendes à payer au minimum et au maximum ?)
10. Existe-t-il des droits d'entrée dans les sites miniers ? (si oui, il est de combien et comment il se fait payer)
11. Parlez-nous brièvement de la ration militaire (qui la paie, qui collecte les fonds, comment on la paie, combien de fois par mois ?)
12. Pouvez-vous nous parler de la taxe appelée Effort de guerre ? (Elle est de combien, qui la paie, comment on la paie ?)

13. Les exploitants du bois sur l'axe Pinga-Kalembe-Mweso n'ont-t-ils pas des taxes à payer au mouvement ? (Lesquelles, elles sont de combien, comment on le paie)
14. Pouvez-vous nous expliquer comment les travaux communautaires s'organisent (Salongo) ?
15. A combien peut-on estimer le nombre des militaires du mouvement ?
16. A combien peut-on estimer le nombre du personnel civil ?
17. Y-a-t-il d'autres éléments non cités mais qui concernent le mouvement sur le plan économique et financière ?
18. Qu'en est-il de l'exploitation du bois dans cette zone ? Décrivez-nous comment elle se passe jusqu'à la commercialisation.

Annexe 2 : Guide d'entretien utilise pour la récolte des données sur l'implication des FDLR dans l'économie de Rutshuru et Nyiragongo

1. Questions adressées aux paysans redevables

1. Quel groupe armé contrôle-t-il votre village ?
2. Ce groupe armé vous dérange-t-il ?
3. Combien payez-vous à ce groupe armé pour exploiter vos champs ?
4. Combien payez-vous à ce groupe armé lors de la récolte des produits de vos cultures ?

Merci beaucoup.

2. Questions adressées aux intermédiaires commerciaux impliqués dans la vente de la braise du Parc National de Virunga

- 1) A combien achetez-vous un sac de braise ?
- 2) Etes-vous en contact avec les amis de la forêt (amis de la forêt signifie FDLR) dans l'achat de la braise ?

Si oui, combien payez-vous aux FARDC, à la PNC et l'ANR en vue de sécuriser la vente de votre braise ?

Si non, combien payez-vous aux transporteurs et autres personnes qui vous livrent de la braise ?

- 1) A combien vendez-vous un sac de braise ?
- 2) Connaissez-vous d'autres personnes qui interviennent dans la commercialisation de la braise ? Si oui, lesquelles ?

Merci beaucoup.

3. Questions posées aux transporteurs de la braise

- 1) Etes-vous propriétaire de votre moto ou véhicule ?

Si oui, combien payez-vous aux FARDC, à la PNC et l'ANR pour sécuriser la circulation de la braise que vous transportez ?

Si non, à qui appartient la moto ou le véhicule ?

- 1) Si vous achetez de la braise à revendre, auprès de qui achetez-vous et à combien un sac ?

Merci beaucoup

4. Questions posées aux ménages de Kyeshero et Himbi à Goma

- 1) A combien achetez-vous un sac de braise ?
- 2) Combien de sacs de braise achetez-vous par mois ?
- 3) Quel type de braise préférez-vous acheter et pourquoi ?

Merci beaucoup.

Annexe 3 : Tableau 4 frais payés aux FDLR et groupes armes concurrents pour accès à la terre et après récolte, par groupement

COLLECTIVITE DE BWISHA				
N°	Groupements	Groupes Armés	Montant paye pour avoir accès a la terre	Redevance payée après récolte
1	BINZA	Mayi Mayi IPDI, Mayi Mayi MAZEMBE, FDLR RUDI, Groupe armé KASONGO (NYATUTRA)	Jeton d'un montant de 1 USD par saison culturale et 5 USD de plus si le paysan possède un tracteur	1 cuvette par sac de récolte
2	RUGARI	Groupe armé anonyme de Janvier, Groupe dénommé CMC (identifié comme de NYATURA), FDLR RUDI	Mobilisation par chefs locaux des fonds d'un montant forfaitaire variant entre 250 FC et 1000 FC à verser aux groupes armés	Pas beaucoup d'exigences : paiement par chaque paysan d'une partie de sa récolte selon selon la production réalisée
3	BUSANZA	Kidnappeurs non identifiés & FDLR RUDI	Montant du jeton fixé à 5 USD	Paiement mensuel par les éleveurs : 1 USD par tête de gros bétail Paiement en nature d'une partie forfaitaire de la récolte par les paysans en fonction de la production réalisée
5	BUKOMA (KINYANDON YI, KATORO, BUNYEREZA et NKWENDA) ³⁸	Kidnappeurs non identifiés, FDLR RUDI	Jeton d'un montant de 1 USD par saison culturale et 5 USD de plus si le paysan possède un tracteur	1 cuvette par sac de récolte

³⁸ Les agriculteurs qui exploitent les champs dans ce groupement comprennent également les habitants des deux grandes agglomérations de la commune rurale de Rutshuru, Kiwanja et Rutshuru centre.

6	KISIGARI	Groupe armé anonyme de Janvier, CMC - NYATURA& FDLR RUD	Mobilisation par chefs locaux des fonds d'un montant forfaitaire à verser aux groupes armés variant entre 250 FC et 1000 FC	Pas beaucoup d'exigences : paiement par chaque paysan d'une partie de sa récolte selon la production réalisée
7	BWEZA	Groupe armé anonyme de Janvier, Groupe dénommé CMC-NYATURA&FDLR RUD	Mobilisation par chefs locaux des fonds d'un montant forfaitaire variant entre 250 FC et 1000 FC	Paiement par chaque paysan d'une partie de sa récolte selon la production réalisée
CHEFFERIE DE BWITO				
1	KIHONDO/ NYANZALE	Maï Maï MAZEMBE & CMC- NYATURA	Paiement mensuel obligatoire par adulte de 1000 FC aux Maï Maï MAZEMBE et 500 FC aux Nyatura pour l'accès à la terre et la sécurité	Après récolte, chaque agriculteur doit verser une partie de sa récolte à ces groupes armés soit 5 cuvettes, soit 1 sac, soit un bassin, selon la production réalisée.
2	BUKOMBO/K ATSIRU	CMC - NYATURA &NDC-R en coalition avec les FARDC	Pour le CMC, paiement mensuel de 500 FC obligatoire par adulte pour l'accès à la terre et la sécurité. Le NDC-R est appuyé par les FARDC surtout en armes et en vivres	Versement par chaque paysan d'une partie de sa récolte : 5 cuvettes, 1 sac ou un bassin selon la production réalisée
3	TONGO	CMC - NYATURA	Paiement mensuel obligatoire de 500FC par adulte.	Versement par chaque paysan d'une partie de sa récolte : 5 cuvettes, 1 sac ou un bassin selon la production réalisée
4	BAMBO	Mayi Mayi MAZEMBE & CMC - NYATURA	Paiement mensuel obligatoire de 1000 FC aux Maï Maï MAZEMBE et 500 FC aux Nyatura par adulte pour l'accès à la terre et la sécurité	Versement par chaque paysan d'une partie de sa récolte : 5 cuvettes, 1 sac ou un bassin selon la production réalisée

5	MUTANDA	CMC - NYATURA &NDC-R appuyé par les FARDC	Pour le CMC, paiement mensuel obligatoire par adulte de 500 FC pour l'accès à la terre et la sécurité. Pour les NDC, ils sont appuyés par les FARDC surtout en armes et en vivres	Versement par chaque paysan d'une partie de sa récolte : 5 cuvettes, 1 sac ou un bassin selon la production réalisée
6	BISHUSHA	CMC - NYATURA, NDC-R en coalition avec les FARDC et l'APCLS	Pour le CMC, paiement mensuel obligatoire par adulte 500 FC pour l'accès à la terre et la sécurité. Pour l'APCLS, paiement mensuel obligatoire par adulte de 1000FC ou 1500FC	Versement par chaque paysan d'une partie de sa récolte : 5 cuvettes, 1 sac ou un bassin selon la production réalisée
7	KANYABAY ONGA	Mai Mai MAZEMBE	Paiement mensuel obligatoire par adulte de 1000 FC pour l'accès à la terre et la sécurité	Versement par chaque paysan d'une partie de sa récolte : 5 cuvettes, 1 sac ou un bassin selon la production réalisée